

Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Mission CSPS : Catégorie 1



Indice	Date	Modifications	Rédaction
4	15/10/2025	PGC du 15/10/2025 Commentaire : indice 4 - phase DCE	Christophe AUVITY
3	09/10/2025	PGC indice 3 du 09/10/2025	Christophe AUVITY
2	26/09/2025	PGC indice 2 du 26/09/2025	Christophe AUVITY
1	19/09/2025	PGC indice 1 du 19/09/2025	Christophe AUVITY
0	04/04/2025	PGC indice 0 du 04/04/2025	Christophe AUVITY

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

1.1.1. Liste des intervenants

1.2. Liste des lots

1.2.1. Liste des lots

1.3. Etat d'avancement de l'affaire

1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

1.4.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

1.4.2. Phasage de l'opération

1.4.3. Informations complémentaires

1.5. Contexte réglementaire.

1.5.1. Contexte réglementaire de l'opération

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Caractéristiques du sol

2.1.1. Rapport d'étude de sol

2.2. Réseaux existants

2.2.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

2.2.2. Réseaux enterrés

2.2.3. Habilitation Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

2.3. Ouvrages existants

2.3.1. Bâtiment existant

2.3.2. Présence de cuves et émissaires enterrés

2.4. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

2.4.1. Amiante

2.4.2. Plomb

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

3.3.2. Branchement en eau

3.3.3. Branchement en électricité

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.4.1. Plan d'installation de chantier

3.4.2. Occupation du domaine public

3.4.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation

3.4.4. Clôture de chantier extérieure et signalisation - Zone de stockage des déchets amiantés

3.4.5. Clôture de chantier intérieure et signalisation

3.4.6. Identification du personnel

3.4.7. Visites de chantier par des tiers.

3.4.8. Panneau de chantier

3.4.9. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

3.4.10. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

3.4.11. Signalisation d'orientation - Fléchage d'accès au chantier

3.4.12. Signalisation de danger - Sortie de camions

3.4.13. Base vie - Modalités d'organisation

3.4.14. Base vie - Effectif de dimensionnement

3.4.15. Base vie - Définition des installations

- 3.4.16. Base vie - Installations complémentaires
- 3.4.17. Base vie - Entretien des installations
- 3.4.18. Sécurité incendie des installations
- 3.4.19. Installations de distribution électrique
- 3.4.20. Installations d'éclairage
- 3.4.21. Vérification réglementaire des installations électriques
- 3.4.22. Entretien des installations électriques
- 3.4.23. Points d'eau et d'évacuation

3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

- 3.5.1. Planification et organisation des livraisons
- 3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels
- 3.5.3. Manutentions et levages
- 3.5.4. Manutentions et levages - Grue à tour
- 3.5.5. Organisation des approvisionnements - Servitude de grue
- 3.5.6. Organisation des approvisionnements - Approvisionnements aux étages
- 3.5.7. Moyens de levage propre à chaque lot

3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

- 3.6.1. Voie piétonne
- 3.6.2. Accès chantier
- 3.6.3. Accès des véhicules et stationnement
- 3.6.4. Voirie de chantier stabilisée
- 3.6.5. Voirie de chantier stabilisée - Accès au sous-sol
- 3.6.6. Voirie de chantier stabilisée - Bande de roulement périphérique aux bâtiments
- 3.6.7. Escalier provisoire accès pleine masse
- 3.6.8. Nettoyage des voiries extérieures - Phase terrassements généraux
- 3.6.9. Nettoyage des voiries extérieures - Phase Gros œuvre
- 3.6.10. Accès dans les bâtiments
- 3.6.11. Accès dans les étages
- 3.6.12. Accès en toiture

3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

- 3.7.1. Protection en rive des fouilles
- 3.7.2. Protection des rives de planchers
- 3.7.3. Protection des trémies et réservations
- 3.7.4. Protections des coursives
- 3.7.5. Protection de gaine d'ascenseur
- 3.7.6. Protection des baies en façade
- 3.7.7. Protection en rives de toiture
- 3.7.8. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes
- 3.7.9. Pose des gardes corps de coursives
- 3.7.10. Pose de garde-corps définitif en toiture
- 3.7.11. Pose de garde-corps définitifs sur escaliers et trémies
- 3.7.12. Pose de garde-corps définitifs sur passerelles et planchers métalliques

3.8. Mise en commun des moyens - Echafaudages

- 3.8.1. Servitude d'échafaudage

3.9. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

- 3.9.1. Gestion des déchets Mode d'organisation
- 3.9.2. Bennes à gravois et déchets
- 3.9.3. Acheminement des déchets vers les bennes
- 3.9.4. Nettoyage et évacuation des déchets
- 3.9.5. Goulottes à gravois
- 3.9.6. Evacuation des matières dangereuses

3.10. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

- 3.10.1. Moyen d'alerte des secours
- 3.10.2. Consignes de sécurité
- 3.10.3. Sauveteurs secouristes du travail
- 3.10.4. Matériel de secours

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

- 4.1.1. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation

- 4.1.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante
- 4.1.3. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Silice cristalline
- 4.1.4. Travaux de terrassement généraux
- 4.1.5. Travaux comportant l'usage d'explosifs
- 4.1.6. Travaux de VRD
- 4.1.7. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement
- 4.1.8. Travaux de fondations
- 4.1.9. Reprises en sous-œuvre
- 4.1.10. Travaux de gros-œuvre
- 4.1.11. Travaux en rive de plancher - Protections collectives propres aux travaux particuliers
- 4.1.12. Ouvrage avec risques de chute de hauteur
- 4.1.13. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m
- 4.1.14. Montage et assemblage de la charpente
- 4.1.15. Travaux de couverture industrielle
- 4.1.16. Travaux d'étanchéité - Bacs acier
- 4.1.17. Echafaudages
- 4.1.18. Travaux de menuiseries extérieures
- 4.1.19. Travaux en façade
- 4.1.20. Travaux de plâtrerie
- 4.1.21. Travaux des lots techniques
- 4.1.22. Travaux de revêtement de sols
- 4.1.23. Travaux en hauteur
- 4.1.24. Travaux d'agencement
- 4.1.25. Travaux d'ascenseurs et monte-charges
- 4.1.26. Travaux d'espaces verts
- 4.1.27. Prévention du risque incendie
- 4.1.28. Utilisation de produits dangereux ou à risques
- 4.1.29. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension
- 4.1.30. Travaux d'étanchéité - Plancher béton
- 4.1.31. Mesures vis-à-vis des risques liés aux températures extrêmes (chaudes / froides)

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

- 5.1.1. Plan Général de Coordination
- 5.1.2. Désignation des entreprises
- 5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants
- 5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers
- 5.1.5. Présence de personnel étranger
- 5.1.6. Inspection Commune
- 5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé
- 5.1.8. Rôle du coordonnateur
- 5.1.9. Registre journal
- 5.1.10. Définition des personnes autorisées

6. COLLÈGE INTERENTREPRISES DE SÉCURITÉ SANTÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

6.1. Projet de règlement

- 6.1.1. Constitution et durée
- 6.1.2. Missions
- 6.1.3. Responsabilités
- 6.1.4. Composition
- 6.1.5. Attributions
- 6.1.6. Adoption des décisions
- 6.1.7. Convocation aux réunions
- 6.1.8. Première réunion
- 6.1.9. Réunions plénières
- 6.1.10. Réunions Extraordinaires
- 6.1.11. Application des décisions
- 6.1.12. Ressources
- 6.1.13. Gestion
- 6.1.14. Procédure de Règlement des difficultés
- 6.1.15. Pénalités pour absence aux réunions

7 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

8 ANNEXES

8.1 Capture d'écran PIC GM3 CHU.png

8.2 Fiche de secours.pdf

8.3 Cannevas PPSPS.pdf

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

Maître d'ouvrage	CHU Clermont Ferrand	58 Rue Montalembert 63000 CLERMONT FERRAND
Maître d'oeuvre	Architecturestudio	10 rue Lacuée 75012 PARIS
Coordonnateur de référence	SOCOTEC	19 Avenue Leonard de Vinci 63000 CLERMONT FERRAND
Organisme de prévention	DDETS	2 rue Pélissier 63000 Clermont-Ferrand
Organisme de prévention	OPPBTP	50 Avenue Max Dormoy 63000 CLERMONT FERRAND
Organisme de prévention	CARSAT	Rue entre les deux villes 63000 CLERMONT-FERRAND
Coordonnateur SPS suppléant	SOCOTEC	19 Avenue Leonard de Vinci 63000 CLERMONT FERRAND

1.2. Liste des lots

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
1.11 - Installation de chantier			
1.12 - Terrassement Généraux			
1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)			
1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique			
1.17 - Flocage – Protection Feu			
1.41 - Couverture			
1.42 - Etanchéité			
1.43 - Menuiseries extérieures – Porte automatique			
1.44 - Mur rideaux			
1.45 - Vetures – Façade			

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
1.51 - Menuiseries intérieures			
1.52 - Métalleries – Serrureries			
1.53 - Cloisons/ Doublage			
1.54 - Plafonds suspendus			
1.56 - Revêtement de sol			
1.57 - Peinture			
1.58 - Agencement			
1.91 - Ouvrages architecturaux et radioprotection			
3.31 - Voirie			
3.32 - Aménagements extérieurs			
3.33 - Réseaux extérieurs			
3.34 - Espace Vert			
4.1 - Chauffage – Ventilation – Climatisation – Désenfumage			
4.2 - Plomberie			
4.3 - GTB			
5.1 - Courant Faible			
5.2 - Courant Fort			
5.3 - SSI			
1 - Génie Civil			
2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction			
3 - Voirie – réseaux divers			
4 - CVC			
5 - Electricité			
6 - Appareils élévateurs			

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
7 - Portes automatiques intérieures			
8 - Bras médicaux			
9 - Réseau pneumatique			
10 - Fluides médicaux			

1.3. Etat d'avancement de l'affaire

1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

Le plan général de coordination, indice 0, est élaboré pour l'intégrer au dossier de consultation des entreprises.

1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

RÉALISATION DU BÂTIMENT GABRIEL MONTPIED 3 ET RESTRUCTURATION DU BÂTIMENT HC

1.4.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

Réalisation de l'extension GM3 du CHU de Clermont-Ferrand, restructuration des Urgences et désamiantage et restructuration du bâtiment HC, y compris la déconstruction de la passerelle et du bâtiment IRM

Le présent projet comprend le désamiantage et la restructuration de l'aile existante HC et la création du bâtiment GM3, qui regroupera plusieurs unités de soins. Ce projet d'extension et de restructuration du centre Gabriel Montpied est considéré comme une opération complexe, car il s'agit de construire un nouveau bâtiment en contrôlant et en limitant l'impact sur le fonctionnement du reste de l'hôpital.

1.4.2. Phasage de l'opération

Il est rappelé que l'ensemble des pièces du dossier de consultation et plus particulièrement le phasage et le planning prévisionnel des travaux, ont été élaborés de façon à assurer la continuité des tout les services de soins prodigués par le Centre Hospitalier. En conséquence, le titulaire du présent lot s'engage à produire et mettre en place tous les moyens matériels et humains afin de respecter ces différents impératifs.

1.4.3. Informations complémentaires

Les travaux se dérouleront en milieu occupé sur un site en fonctionnement. Les entreprises doivent avoir en permanence à l'esprit, la nécessité d'éviter le bruit, les vibrations éventuelles suivant les zones de travail et la dispersion des poussières (emploi d'engins et de matériels adaptés). Tous les intervenants devront compléter et adapter ces dispositifs en fonction des éléments disponibles dans le DCE.

1.5. Contexte réglementaire.

1.5.1. Contexte réglementaire de l'opération

Les entreprises devront prendre en compte toutes les dispositions décrites dans la "chartre de chantier à faible nuisance".

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Caractéristiques du sol

2.1.1. Rapport d'étude de sol

Dispositions prévues	A la charge de
Le rapport d'étude de sol été transmis au coordonnateur à la date de rédaction du présent PGC.	Maître d'œuvre
Le maître d'ouvrage a confié une étude géotechnique préalable, étude jointe au dossier de consultation des entreprises. Etude géotechnique G2 Pro N°TEA 220292 P 0018 VA Technosol en date du 21 09 2022;	Maître d'ouvrage
L'étude géotechnique a permis de définir que les fondations seront de type : Les principes de fondation retenus sont : Solution de fondations superficielles de type fondations superficielles par massifs isolés et semelles filantes descendues dans le substratum basaltique (couche 2), avec ancrage minimum de 0.30m dans cette couche.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique
Le rapport d'étude de sol décrit la réalisation de talus provisoire : 2V/ 3H	Maître d'œuvre 1.12 - Terrassement Généraux
Le rapport impose d'envisager des solutions de soutènement vertical à la proximité immédiate des bâtiments voisins et des voies publiques.	Maître d'œuvre 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Pour la réalisation des sous-sols, l'étude prévoit qu'il conviendra d'opter pour la mise en place de soutènement adapté et dimensionné par une étude spécifique :	Maître d'œuvre 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Les entreprises prendront connaissance des caractéristiques du sol et tiendront compte des contraintes constatées, pour toute installation d'engins ou de moyens de levage, ainsi que pour dimensionner la structure des voiries et plateformes provisoires du chantier.	Tous Corps d'état

2.2. Réseaux existants

2.2.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

Dispositions prévues	A la charge de
Conformément aux dispositions réglementaires, le maître d'ouvrage a établi une déclaration de projet de travaux auprès du guichet unique de déclaration (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr). Les entreprises devront préalablement à leur intervention établir une déclaration d'intention de commencement de travaux auprès du site. Les éléments de réponse seront transmis en copie au coordonnateur N° de consultation du télé-service: - N° affaire du déclarant: .	Maître d'ouvrage
La déclaration de travaux n'a pas été transmise au coordonnateur à la date de rédaction du présent PGC. Les procédures de consignations de réseaux devront être précisées dans les méthodologies d'intervention des entreprises qui seront validées par le MOA et MOE.	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre Tous Corps d'état

2.2.2. Réseaux enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra analyser les réponses aux DT et/ou aux DICT incluant, le cas échéant, les réponses aux demandes de mise hors tension, l'analyse des plans et les recommandations spécifiques à l'opération.	1.12 - Terrassement Généraux 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 3.31 - Voirie 3.32 - Aménagements extérieurs 3.33 - Réseaux extérieurs 3.34 - Espace Vert 2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Présence de réseaux concessionnaires jusqu'en pénétration des bâtiments existants.	1.12 - Terrassement Généraux 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction 3.31 - Voirie 3.32 - Aménagements extérieurs 3.33 - Réseaux extérieurs 3.34 - Espace Vert
Présence de réseaux d'énergie traversant le terrain signalée par le maître d'ouvrage.	Maître d'ouvrage Tous Corps d'état
Avant le démarrage des travaux de terrassement, l'entreprise responsable du lot s'assurera, sur le site, de l'emplacement et de la nature des réseaux pouvant se trouver dans les zones à terrasser. Il matérialisera au préalable les réseaux existants.	1.12 - Terrassement Généraux

2.2.3. Habilitation Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

Dispositions prévues	A la charge de
En présence de réseaux sur site, Trois catégories de personnes doivent disposer d'une AIPR : - "concepteur" : salarié du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre devant intervenir en préparation ou suivi des projets de travaux. - profil "encadrant" : salarié de l'entreprise de travaux intervenant en préparation administrative et technique des travaux. Pour tout chantier de travaux, au moins un salarié de l'exécutant de travaux doit être identifiable comme titulaire d'une AIPR «encadrant ». Cet encadrant doit être présent sur le chantier ou être en capacité de s'y rendre dans la demi-journée. - "opérateur" : salarié intervenant directement dans les travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, soit en tant que conducteur d'engin.	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre 1.12 - Terrassement Généraux 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.11 - Installation de chantier 3.31 - Voirie 3.33 - Réseaux extérieurs 3.32 - Aménagements extérieurs

2.3. Ouvrages existants

2.3.1. Bâtiment existant

Dispositions prévues	A la charge de
L'emprise foncière est actuellement partiellement occupée par plusieurs bâtiments. Un bâtiment sera déconstruit totalement et d'autres bâtiments seront déconstruits partiellement (passerelle et IRM) dans le cadre de l'opération.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)

2.3.2. Présence de cuves et émissaires enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
Présence sur site d'ouvrages existants. présence d'une fosse de relevage EU dans la zone bâtiment labo repérée sur les plans d'exécution.	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre
Les ouvrages existants au sol seront protégés par des platelages permettant la circulation des engins et/ou le stockage des matériaux. Ces équipements seront entretenus pendant toute la durée du chantier par l'entreprise installatrice.	1.11 - Installation de chantier

2.4. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

2.4.1. Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Conformément aux dispositions réglementaires, le maître d'ouvrage a fait établir des diagnostics en recherche d'amiante avant travaux. Les RAAT (urgences / H / HE) et lss DAAD (IRM & Passerelles) seront joint au dossier de la consultation des entreprises. Concernant les RAAT et DAAD, il s'agit de pré-rapport qui devront, après retour des diagnostiqueurs se transformer en rapports avec levée de toutes les réserves avant intervention.	Maître d'ouvrage
Retrait et/ou encapsulage d'amiante: Conformément aux dispositions légales, les entreprises procédant au retrait/encapsulage de matériaux amiantés devront au préalable établir des plan de retrait (2 à minima en fonction du phasage des travaux). Le plan de retrait sera adressé, trente jours avant leur intervention, aux organismes de contrôle et de prévention (DDETS – CARSAT – OPPBTP – MEDECINE DU TRAVAIL) via la plateforme DEMAT@MIANTE. Une copie du plan de retrait ainsi que de l'accusé de transmission téléchargeable sur la plateforme DEMAT@MIANTE, sera transmise au coordonnateur SPS pour inscription au registre journal.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Travaux sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante : Les entreprises intervenantes devront réaliser leur intervention en "sous-section 3" Cela nécessite la formation des différents intervenants (opérateur et encadrement) et la réalisation d'un mode opératoire à envoyer aux organismes de contrôle et de prévention (DDETS – CARSAT – OBBPTP – MEDECINE DU TRAVAIL – SPS). Les zones concernées seront interdites d'accès aux autres intervenants pendant les phases d'intervention.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Les travaux de retrait d'amiante seront réalisés avant le démarrage des travaux de déconstruction (bâtiment IRM / Passerelle / écrêtage de HC) et de réhabilitation (PMT / HC), ainsi qu'avant les travaux préparatoires dans une partie de HE.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Des opérations de curage seront réalisées avant les opérations de désamiantage. L'entreprise réalisant le désamiantage devra, au préalable des opérations de curage, réaliser une matérialisation de l'ensemble des matériaux contenant de l'amiante présents sur le projet (décrit sur le diagnostic).	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction

2.4.2. Plomb

Dispositions prévues	A la charge de
Le maître d'ouvrage a fait établir un diagnostic en recherche du plomb avant travaux sur certains bâtiments.	Maître d'ouvrage

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

Dispositions prévues	A la charge de
Le planning général des travaux a été transmis au coordonnateur lors de la rédaction du présent PGC au niveau de la phase PRO2.	Maître d'œuvre
Le phasage de l'opération est joint au DCE et transmis au démarrage de l'opération. Il fera apparaître chaque phase de travaux, continue ou fractionnée, des différents corps d'état. Les risques d'interférence entre entreprises doivent être minimisés : - En limitant les programmations simultanées dans une même zone, - En organisant des interventions successives par zones, - En interdisant les travaux superposés, sans mesures spécifiques de protection et d'organisation, - En facilitant les interventions en matière de flux (matériel, matériaux), - En faisant apparaître l'utilisation des moyens communs (stade de mise en œuvre planifiés).	Tous Corps d'état
Le planning général des travaux devra notamment intégrer les points suivants :	Maître d'œuvre
Réalisation de la plateforme, au-droit de la base de vie, dès le démarrage des terrassements généraux, pour la mise en place des installations sanitaires et vestiaires.	1.12 - Terrassement Généraux 1.11 - Installation de chantier
Le remblaiement contre les murs enterrés des sous-sols se fera dès la réalisation du plancher haut pour restituer des plates-formes extérieures stables et nivelées afin de permettre l'installation des échafaudages dès que besoin.	1.12 - Terrassement Généraux
La période d'utilisation des grues mises à la disposition communes des entreprises dans le cadre des approvisionnements. Grue prévue pendant les travaux du lot GC1 selon planning des travaux.	1.11 - Installation de chantier
La période d'utilisation des plateaux recettes mis à la disposition commune des entreprises dans le cadre des approvisionnements verticaux. Recettes uniquement pour IDs travaux de second oeuvre et lots technique à charge de ces entreprises.	1.51 - Menuiseries intérieures 1.52 - Métalleries – Serrureries 1.53 - Cloisons/Doublage 1.54 - Plafonds suspendus 4 - CVC 5 - Electricité
La date de mise à disposition des ascenseurs définitifs dans le cadre des approvisionnements verticaux.	6 - Appareils élévateurs

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

Dispositions prévues	A la charge de
Le Projet de plan d'installation de chantier a été transmis au coordonnateur à la date de rédaction du présent PGC. Il est joint à la fin du présent document en pièce annexe	Maître d'œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le maître d'œuvre à établi un plan guide d'installation de chantier qui fait apparaître : * Les délimitations de l'opération, * Les voies d'accès au chantier ainsi que les voies provisoires de circulation internes avec leur gabarit envisagé. * L'emplacement des zones de stockage envisagées, * L'emplacement, l'emprise au sol des zones réservées aux installations de chantier. * L'emplacement envisagé des grues, * Les cheminements des piétons (public ou personnel du chantier), y compris ceux éventuellement déviés, * L'emplacement des zones de tri des déchets,</p> <p>L'ensemble des plans et phasage d'installation de chantier et joint au présent DCE .</p>	Maître d'œuvre

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
Tous les réseaux et branchements doivent être opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier.	<p>1.11 - Installation de chantier</p> <p>1.12 - Terrassement Généraux</p> <p>3.33 - Réseaux extérieurs</p>

3.3.2. Branchement en eau

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra la pose d'un comptage sur le point de livraison mis à disposition par la MOA Le branchement provisoire d'eau s'effectuera à l'intérieur du Centre Hospitalier avec mise en oeuvre d'un compteur de chantier, prestation à la charge du présent lot.	1.11 - Installation de chantier
Un point de raccordement avec comptage et clapet anti pollution typeEA, sera mis à la disposition de l'opération par les concessionnaires ou l'exploitant du site.	<p>1.11 - Installation de chantier</p> <p>Maître d'ouvrage</p>

3.3.3. Branchement en électricité

Dispositions prévues	A la charge de
Branchement électrique provisoire de chantier comprenant: La fourniture et pose d'une armoire de comptage et de distribution. Le raccordement sera sous tarif vert au vu des puissances nécessaires	1.11 - Installation de chantier
Branchement provisoire électrique de chantier comprenant : La fourniture et pose d'une armoire de comptage et de distribution conforme à la réglementation. Raccordement à l'emplacement désigné par les concessionnaires ou le chef d'établissement.	<p>1.11 - Installation de chantier</p> <p>2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction</p>

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.4.1. Plan d'installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fournira son plan général d'installation du chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire pendant toute la durée du chantier.	1.11 - Installation de chantier
<p>Sur ce plan figureront notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> * L'implantation des clôtures délimitant les contours de l'opération. * Les accès et sorties du chantier, * La zone des cantonnements et bureaux de chantier, * Les voies de circulation, * Les zones de stationnement, * Les zones de stockage, * L'implantation des armoires de distribution électrique, * Les points d'eau, * La zone pour les bennes à déchets. 	1.11 - Installation de chantier
Il précisera les entrées du bâtiment selon les phasage défini lors des travaux préparatoires et des documents remis lors du DCE.	1.11 - Installation de chantier
Il précisera l'implantation de la ou des grue(s) de chantier,	1.11 - Installation de chantier
Il précisera l'implantation des recettes à matériaux	1.11 - Installation de chantier 2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction

3.4.2. Occupation du domaine public

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès et occupation temporaire du domaine public devront faire l'objet d'une demande préalable auprès des services techniques de la ville. L'entreprise aura en charge, les demandes d'occupation du domaine public, et de tous droits d'occupation de voirie jusqu'à la fin du chantier. L'entreprise devra la mise en place et la maintenance de la signalisation demandée, jusqu'à la fin de l'occupation du domaine public.	Tous Corps d'état

3.4.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
Une clôture assurera l'indépendance du chantier pendant toute la durée des travaux sur chacune des zones d'intervention. Elle sera installée dès le démarrage des travaux et complètera les clôtures existantes le cas échéant. Elles seront réalisées en parois opaques et seront lestées en pied. Elles auront une hauteur de 2.00 m minimum. L'implantation ainsi que les quantités de ces clôtures évolueront en cours de chantier suivant les différentes phases de travaux (voir carnet de phasage et PIC). Elles seront pourvues de portails double vantaux opaques de même hauteur. Au vu des effets du vents sur le site, une attention particulière sera à prendre en compte sur les fixation au sol et les jambes de forces de ces équipements	1.11 - Installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
Une clôture assurera l'indépendance de la base de vie pendant toute la durée des travaux sur chacune des zones d'intervention. Elles seront réalisées en parois opaques et seront lestées en pied. Elles auront une hauteur de 2.00 m minimum. L'implantation ainsi que les quantités de ces clôtures évolueront en cours de chantier suivant les différentes phases de travaux (voir carnet de phasage et PIC). Elles seront pourvues de portails double vantaux opaques de même hauteur.	1.11 - Installation de chantier
Un portail fermant à clefs sera installé pour l'accès des véhicules. L'accès piéton se fera par un portillon indépendant du portail d'entrée des véhicules, comme défini dans la notice d'installaton de chantier et sur le projet du PIC	1.11 - Installation de chantier
La clôture sera soit éclairée, soit équipée d'un dispositif réfléchissant, en cas d'emprise sur le domaine public.	1.11 - Installation de chantier
Cette signalisation devra être entretenue autant que de besoin pendant toute la durée du chantier. Au départ de l'entreprise responsable de la mise en place des clôtures jusqu'à la fin des travaux.	1.11 - Installation de chantier
Une clôture continue sera mise en place autour du chantier dès le début des travaux de terrassement et maintenue en place jusqu'à la fin de l'opération.	1.11 - Installation de chantier

3.4.4. Clôture de chantier extérieure et signalisation - Zone de stockage des déchets amiantés

Dispositions prévues	A la charge de
La zone de stockage des déchets amiantés sera clôturée afin d'en interdire l'accès aux seules personnes habilitées. Fermeture de la zone, par la mise en place d'une clôture de type grillagé, d'une hauteur de 2,00m, fixée sur des plots béton. La clôture de la zone de stockage inclura un portail d'accès. Une signalisation interdisant l'accès à la zone sera installée en périphérie de la clôture. Une signalisation spécifique Risque Amiante sera positionnée sur la clôture.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction

3.4.5. Clôture de chantier intérieure et signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de travaux mitoyennes avec les locaux existants en activité seront isolées par des cloisons provisoires.	1.11 - Installation de chantier Entreprises concernées
Des pancartes d'interdiction d'accès seront affichées sur les portes éventuelles de communication de ces cloisons. Les portes devront fermer à clé pour interdire l'accès des tiers au chantier.	1.11 - Installation de chantier Entreprises concernées

3.4.6. Identification du personnel

Dispositions prévues	A la charge de
En application des dispositions réglementaires, tout salarié des entreprises titulaires et sous-traitantes, amené à travailler sur le chantier, quelle que soit la nature et/ou la durée de son contrat, devront être porteur de la carte d'identité professionnelle du BTP.	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre. Dans le cadre des accès pour le personnel et les encadrants chantier, il sera mis en place un système de portique à l'entrée de la base vie, avec badges. Les alimentations électriques et divers raccordements, le portique ainsi que la fourniture des badges sont à la charge du présent lot.</p> <p>Cette installation restera en place jusqu'à la fin des travaux. La gestion des flux travaux avec gestion des arrivées au portail sera gérée par l'entreprise du lot installation de chantier.</p>	Tous Corps d'état

3.4.7. Visites de chantier par des tiers.

Dispositions prévues	A la charge de
Les visites de chantier par des tiers se feront après un accord préalable du maître d'Ouvrage. Les visites seront guidées par un représentant du maître d'ouvrage.	Maître d'ouvrage Tous Corps d'état
A l'occasion des visites de chantier par des tiers l'entreprise devra le balisage des circulations autorisées à la visite depuis l'extérieur du chantier jusqu'à la zone de visite.	1.11 - Installation de chantier Entreprises concernées
A l'occasion des visites de chantier par des tiers l'entreprise devra s'assurer de l'absence de stockage de matériaux, de gravats ou de matériels dans les circulations empruntées.	1.11 - Installation de chantier Entreprises concernées

3.4.8. Panneau de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra la fourniture, la pose et le repli en fin de chantier, d'un panneau d'information. Comportant les noms et coordonnées des entreprises y compris sous-traitantes. L'entreprise devra la mise à jour régulière des informations portées sur le panneau.	1.11 - Installation de chantier

3.4.9. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

Dispositions prévues	A la charge de
Phase retrait de l'amiante: Mise en place, aux entrées des zones en cours de décontamination, dès l'installation des clôtures, comprenant aussi une signalétique spécifique liée à l'amiante	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Phase construction/restructuration: Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	1.11 - Installation de chantier
Zones extérieures aux emprises clôturées: Mise en place, à l'entrée de chaque zone interdite d'accès au public dès le démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	1.11 - Installation de chantier
Cloisons de chantier intérieures : Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	1.11 - Installation de chantier Entreprises concernées

3.4.10. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

Dispositions prévues	A la charge de
Phase construction/restructuration: Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	1.11 - Installation de chantier
Cloisons de chantier intérieures : Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	1.11 - Installation de chantier Entreprises concernées

3.4.11. Signalisation d'orientation - Fléchage d'accès au chantier

Dispositions prévues	A la charge de
Afin d'orienter les véhicules accédant ou circulant sur site mise place d'un fléchage de circulation. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1.11 - Installation de chantier
En fonction de l'avancement des travaux, mise place d'itinéraires d'accès et d'orientation des personnels ou clients du site. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1.11 - Installation de chantier

3.4.12. Signalisation de danger - Sortie de camions

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place de panneaux routiers, en amont du chantier sur la voie d'accès. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1.11 - Installation de chantier 1.12 - Terrassement Généraux

3.4.13. Base vie - Modalités d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: Les Installations seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	1.11 - Installation de chantier
L'entreprise devra l'adaptation des installations communes pendant toute la durée de l'opération. A savoir: Déplacement de la base de vie, suivant les nécessités des travaux, adaptation du dimensionnement en fonction de l'évolution des effectifs des personnels. Les équipements seront prévus pour recevoir du personnel féminin si nécessaire.	1.11 - Installation de chantier
Suivant les contraintes du site, les équipements communs seront installés sur plusieurs niveaux. Les niveaux seront desservis entre eux par des escaliers et passerelles sécurisés.	1.11 - Installation de chantier
Les cantonnements seront implantés, de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de traverser les zones de travaux ou de stockages.	1.11 - Installation de chantier
Il est aussi prévu une base vie secondaire dite zone de repos pour le chantier de désamiantage, qui serait située dans HE , a niveau du premier étage, lors du traitement de HC	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction

3.4.14. Base vie - Effectif de dimensionnement

Dispositions prévues	A la charge de
Les sanitaires, vestiaires et les réfectoires seront dimensionnés pour recevoir, un effectif moyen défini au planning soit une pointe d'activité de 120 personnes et évolutif en fonction des besoins du chantier et du phasage des travaux.	1.11 - Installation de chantier
La salle de réunion sera dimensionnée pour accueillir l'effectif du CISSCT. Effectif 30 personnes.	1.11 - Installation de chantier

3.4.15. Base vie - Définition des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Vestiaires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, chauffés, et rafraichis, aérés. Les locaux seront équipés d'une armoire individuelle par personne et des sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement.	1.11 - Installation de chantier
Sanitaires de la Base de vie : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront, équipés a minima, d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes, d'une douche et d'un point d'eau à température réglable pour 10 personnes.	1.11 - Installation de chantier
Réfectoires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront équipés de tables et de sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement se restaurant sur place. Les locaux seront également équipés d'un point d'eau, chauffe-plats et réfrigérateur.	1.11 - Installation de chantier
L'ensemble de la base vie sera aménagée pour accueillir du personnel féminin au niveau des vestiaires et des sanitaires, conformément au code du travail, en fonction de l'effectif recensé lors de la phase préparatoire.	1.11 - Installation de chantier
Salle de réunion : Bungalow éclairé naturellement, artificiellement, et chauffé. Bungalow, équipé de tables et de sièges correspondant au nombre d'intervenant encadrant le chantier.	1.11 - Installation de chantier

3.4.16. Base vie - Installations complémentaires

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Poste de garde : Bungalow éclairé naturellement et artificiellement, chauffé et équipé de tables et de chaises pour le(s) gardien(s).</p> <p>A proximité du poste de garde, il sera mis en place un tourniquet pour le contrôle du personnel et un système de vidéo surveillance permettant l'ouverture des barrière d'entrée et de sortie a distance.</p> <p>Le système de vidéo surveillance (caméra, interphone et autres dispositif, prévu sur les installation de chantier, sera aussi mis en place sur l'ensemble des barrière existant du site pour permette la gestion des flux pendant toutes les phases de travaux suivant les plans de circulations et les plans de phasage desfinie dans le DCE et la NOC</p> <p>Ce dispositif sera déplacée en fonction du phasage des travaux</p>	1.11 - Installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'installation des bureaux de chantier, ainsi que l'installation de tous les autres locaux ou baraquements qui se révéleraient nécessaires à une entreprise, sont à la charge du présent lot. Limité en nombre de bungalow par groupe de corps d'état suivant descriptif intégré dans le CCTP du lot installation de chantier.	Entreprises concernées

3.4.17. Base vie - Entretien des installations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera, pendant toute la durée du chantier, le nettoyage quotidien des installations sanitaires, vestiaires, réfectoires. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains).	1.11 - Installation de chantier
Pour garantir un entretien régulier, l'entreprise souscrira un contrat avec une entreprise de nettoyage, les frais seront pris en charge dans le cadre du compte interentreprises.	1.11 - Installation de chantier

3.4.18. Sécurité incendie des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Les locaux d'accueil du personnel, seront équipés d'extincteurs, appropriés aux différents risques.	1.11 - Installation de chantier

3.4.19. Installations de distribution électrique

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	1.11 - Installation de chantier 5 - Electricité
L'entreprise devra l'alimentation et la réalisation du tableau général de chantier depuis le branchement électrique sur le réseau public. Le tableau général doit répondre à tous les besoins du chantier et rester en place pour toute la durée des travaux.	1.11 - Installation de chantier
L'entreprise devra l'installation de coffrets équipés de PC, afin d'assurer le raccordement des installations intérieures des bâtiments. Il sera prévu: un coffret au pied de chaque bâtiment.	1.11 - Installation de chantier
L'entreprise devra l'installation de coffrets équipés de PC, afin d'assurer l'alimentation intérieure des bâtiments. Il sera prévu: un coffret au pied de chaque cage d'escalier, un coffret par étage et par cage d'escalier.	1.11 - Installation de chantier
Les coffrets de distribution équipés de PC seront installés sur chaque niveau. Ils devront être implantés de façon à permettre l'utilisation de prolongateurs ne dépassant pas une longueur de 25m en tout point du bâtiment. Autre possibilité pour l'entreprise, L'utilisation d'un matériel portatif avec chargeur.	1.11 - Installation de chantier
Depuis le tableau général, l'entreprise installera : un tableau placé au plus près de la zone cantonnement qui restera en place pour toute la durée du chantier, une armoire pied de grue et une armoire au pied de chaque bâtiment pour les branchements de distribution qui sont à la charge du lot électricité.	1.11 - Installation de chantier

3.4.20. Installations d'éclairage

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'éclairage provisoire d'ambiance des halls d'entrées et des circulations communes.	1.11 - Installation de chantier
L'entreprise assurera l'éclairage provisoire d'ambiance des sous-sols. Cette installation se fera à l'avancement de la pose des planchers hauts.	1.11 - Installation de chantier
Les installations d'éclairage provisoires seront complétées d'un balisage de secours pour parer aux risques de chutes en cas de coupure de courant dans les cages d'escaliers, les halls d'entrées et sous-sols.	1.11 - Installation de chantier
L'éclairage des accès de chantier, de la base vie, des bureaux MOE, des cheminements balisés piéton sont à la charge du présent lot. La dépose et l'évacuation en fin de chantier y compris remise en état incombe au présent lot.	1.11 - Installation de chantier
Les éclairages temporaires en zone amiante, de type ruban led seront à la charge de l'entreprise chargée des travaux de désamiantage.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction

3.4.21. Vérification réglementaire des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques communes feront l'objet d'une vérification initiale après réalisation de l'alimentation générale (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et de la mise en place de son infrastructure (tableaux principaux de distribution, centrale à béton, grues et autres équipements de travail, cantonnements) par un organisme accrédité. Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	1.11 - Installation de chantier 2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Chaque installation devra faire l'objet d'un rapport de vérification (vérification initiale et périodique). Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	1.11 - Installation de chantier

3.4.22. Entretien des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
La maintenance technique, le remaniement des installations de distribution et d'éclairage, ainsi que les réparations suite à dégradation, seront réalisées par les entreprises installatrices sur leurs installations respectives.	1.11 - Installation de chantier Entreprises concernées

3.4.23. Points d'eau et d'évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'alimentation en eau et l'évacuation EU des installations de chantier. Le branchement provisoire d'eau s'effectuera à l'intérieur du Centre Hospitalier avec mise en oeuvre d'un compteur de chantier, prestation à la charge du présent lot.	1.11 - Installation de chantier
Depuis l'alimentation principale du chantier, fourniture et pose, de bornes de puisage réparties sur l'ensemble de l'opération.	1.11 - Installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
Bornes de puisage, intérieures aux bâtiments de grande hauteur: Des colonnes montantes provisoires d'alimentation en eau seront réalisées dès la fin de l'élévation du gros œuvre, pour permettre aux corps d'états secondaires de disposer d'une borne de puisage tous les deux niveaux. La mise en service de la colonne interviendra au plus tard au démarrage des travaux de cloisonnement.	1.11 - Installation de chantier
Les effluents issus des SAS déchets provenant des travaux de désamiantage, seront pris en charge par l'entreprise réalisant ces travaux	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction

3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

3.5.1. Planification et organisation des livraisons

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises organiseront leurs planifications communes des opérations de livraisons, stockage, approvisionnement sur l'opération.	Tous Corps d'état
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces (limités) accordés pour les stockages.	Tous Corps d'état
Chaque entreprise remettra, une semaine à l'avance, ses prévisions de livraison.	Tous Corps d'état
Afin de gérer au mieux les accès au chantier, l'entreprise installera et maintiendra de manière permanente une cellule « Trafic et Logistique » qui sera chargée de fluidifier et de sécuriser la circulation des véhicules et engins dans le chantier, aux abords immédiats de celui-ci et aux points singuliers des itinéraires empruntés par les véhicules de chantier et camions d'approvisionnement. La cellule « trafic et Logistique » est responsable de la gestion des approvisionnements du chantier tant pour ce qui est des livraisons de matériels et matériaux que pour ce qui est de l'évacuation des déchets et gravats. Son responsable est chargé de la gestion des rotations de camions. Aucune livraison ne pourra être reçue sur le chantier si elle n'a pas été validée par la cellule « trafic et Logistique ».	1.11 - Installation de chantier
Chaque entreprise affectera une personne à la planification et organisation des livraisons, cette personne sera référencée dans le DHOL de l'entreprise.	Tous Corps d'état
Afin de gérer au mieux les accès et livraisons, l'entreprise installera et maintiendra de manière permanente une cellule «trafic et Logistique». Cette cellule sera chargée notamment de contrôler les DHOL et accès livraisons, ouvert à l'ensemble des intervenants. La cellule "trafic et logistique" aura en charge l'analyse et la coordination de cette planification.	1.11 - Installation de chantier
Afin de gérer au mieux les livraisons au chantier, chaque entreprise transmettra un DHOL pour acceptation et validation par l'encadrement (MOA, MOE, OPC) afin d'assurer un approvisionnement et un stockage selon le PIC, ainsi que de sécuriser la circulation des véhicules et engins dans le chantier, aux abords immédiats de celui-ci et aux points singuliers des itinéraires empruntés par les véhicules de chantier et camions d'approvisionnement.	OPC Maître d'œuvre

3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

Dispositions prévues	A la charge de
Les aires de stockages aménagées seront utilisables en commun par l'ensemble des entreprises.	1.11 - Installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
Des zones de stockage seront aménagées dans l'enceinte clôturée du chantier. Afin d'en permettre une utilisation normale, ces zones seront, nivelées et empierrées dès la phase des terrassements généraux.	1.11 - Installation de chantier 1.12 - Terrassement Généraux
Une aire sera dédiée aux livraisons sur la plateforme de voirie. Elle sera implantée au-delà de l'entrée du bâtiment. Elle sera matérialisée par un balisage et reportée sur le plan d'installation de chantier.	1.11 - Installation de chantier 1.12 - Terrassement Généraux
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés (limités) pour les stockages.	Tous Corps d'état
Les stockages extérieurs de longue durée sont à éviter pour limiter l'encombrement du chantier, le cas échéant ils se feront sur l'aire de stockage prévue à cet effet.	Tous Corps d'état
Les zones de stockages de longue durée seront balisées et identifiées par les entreprises utilisatrices.	Tous Corps d'état
Les matériaux avec risques particuliers seront stockés à l'écart dans la limite des besoins quotidiens avec une signalétique adaptée.	Entreprises concernées
Les approvisionnements à l'avancement de la mise en œuvre seront privilégiés pour éviter des stockages trop importants.	Entreprises concernées
Le stockage, même provisoire s'effectuera obligatoirement sur les aires aménagées dans le cadre de l'opération. Les entreposages pour mise en œuvre ne devront en aucun cas être installés sur les circulations extérieures et intérieures ou aux entrées des bâtiments.	Tous Corps d'état
Les matériaux légers seront lestés pour éviter leur envol sur le site (notamment en toiture). Une attention particulière sera apportée par les entreprises pour prendre en compte le risque lié à l'hélistation à proximité des travaux.	1.41 - Couverture 1.42 - Etanchéité
Les stockages de longue durée seront positionnés dans des endroits isolés qui ne gênent pas la manutention des stockages des autres corps d'état.	Entreprises concernées

3.5.3. Manutentions et levages

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement à leurs interventions, les entreprises préciseront dans leurs P.P.S.P.S. le plan d'implantation des éventuels appareils de levage nécessaire à son approvisionnement qui lui seraient spécifiques et de ses zones de stockage de matériels et de matériaux qui ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.	Entreprises concernées
Préalablement à l'installation d'une grue mobile, l'entreprise transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS un plan faisant apparaître, l'implantation de la grue, la zone de levage neutralisée au sol par balisage, ainsi que les caractéristiques de l'engin mis en place.	Entreprises concernées
Avant l'installation d'une grue mobile ou d'un engin de levage, prendre connaissance de la résistance et de l'état des sols afin de s'assurer de la stabilité des engins. Faire contrôler tout appareil de levage mobile et monte matériaux (vérification tous les 6 mois) et expédier copie de l'attestation de vérification au coordonnateur S.P.S.	Entreprises concernées
Un guide de manœuvre sera mis en place pour guider les opérations de levage et écarter les autres intervenants de la zone de levage.	Entreprises concernées
En cours de manutention, aucune charge n'empiètera l'espace des domaines, publics et privés environnants.	Entreprises concernées

3.5.4. Manutentions et levages - Grue à tour

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement au montage d'une grue, l'entreprise adressera une demande d'autorisation d'installation auprès des services administratifs compétents (Métropole, mairie, aviation civile, etc) Après obtention l'entreprise adressera une copie de l'arrêté d'installation au coordonnateur pour inscription au registre journal.	1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique 1.11 - Installation de chantier
Préalablement au montage d'une grue, l'entreprise fera réaliser un examen environnemental du site par un organisme spécialisé. L'entreprise adressera une copie du rapport d'étude au coordonnateur pour inscription au registre journal.	1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique 1.11 - Installation de chantier
L'entreprise devra s'assurer que les fondations de grue soient réalisées en tenant compte de la nature du sol et des recommandations du rapport d'étude géotechnique.	1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique 1.11 - Installation de chantier
Préalablement au montage d'une grue, l'entreprise fera réaliser un avis de stabilité et inspection des ouvrages des assises par un organisme spécialisé. L'entreprise adressera une copie du rapport au coordonnateur pour inscription au registre journal.	1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique
L'installation et le démontage de la grue feront l'objet d'une réunion de concertation avec les différents intervenants liés à ces opérations, l'entreprise donneuse d'ordre doit informer le coordonnateur SPS de ces opérations.	1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique 1.11 - Installation de chantier
Des mesures spécifiques devront être mises en place pour le montage et démontage de la grue comme le balisage de la zone concernée et l'affectation d'une personne au sol pour interdire le passage des autres intervenants dans l'aire de manœuvre.	1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique
Préalablement à la mise en service d'une grue, l'entreprise fera réaliser une vérification de mise ou remise en service par un organisme spécialisé. L'entreprise adressera une copie du rapport au coordonnateur pour inscription au registre journal.	1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique 1.11 - Installation de chantier
En cas d'installation de plusieurs grues à tour interférentes, mise en place de dispositifs auxiliaires de sécurité adaptés aux types de fonctionnement des grues. Avant toute mise en service ces dispositifs feront l'objet d'une vérification de bon fonctionnement par un technicien dûment qualifié et spécialisé. Une copie de l'attestation de bon fonctionnement, sera adressée au coordonnateur SPS. Les dispositifs auxiliaires de sécurité devront faire l'objet d'une maintenance régulière.	1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique 1.11 - Installation de chantier
Le risque d'interférence doit être étudié par l'entreprise concernée avant l'amenée d'engins de levage en complément de la grue du chantier ou d'autres engins déjà présents.	1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique 1.11 - Installation de chantier
En cas d'utilisation simultanée de plusieurs grues ; fixes ou automotrices, un dispositif de gestion des risques d'interférences par convention doit être mis en place. Les grutiers seront équipés de talkie-walkie le cas échéant. Le coût induit est à prendre en charge par les entreprises concernées.	Entreprises concernées

3.5.5. Organisation des approvisionnements - Servitude de grue

Dispositions prévues	A la charge de
Une gestion commune des grues est mise en place pour l'ensemble des entreprises, suivant les dispositions définies dans les articles suivants.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique Entreprises concernées

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra le maintien en place des grues de chantier, jusqu'à la fin des travaux de mise hors d'eau des bâtiments, ceci afin de permettre les approvisionnements des lots, étanchéité, menuiseries extérieures et cloisons doublage. Durée de mise à disposition à définir.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique 1.41 - Couverture 1.42 - Etanchéité 1.43 - Menuiseries extérieures – Porte automatique 1.44 - Mur rideaux 1.53 - Cloisons/Doublage
Les entreprises devront transmettre à l'entreprise gestionnaire de la grue, leur planning prévisionnel de livraisons utilisant la grue, avec dates et durées, ainsi que les points d'introduction dans le bâtiment afin d'être en mesure de donner une durée d'immobilisation supplémentaire de la grue du chantier.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique Entreprises concernées
Les manutentions et approvisionnements avec la grue du chantier ne pourront commencer qu'après l'établissement d'une convention de prêt qui déterminera les responsabilités des intervenants.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique Entreprises concernées
Une convention spécifique devra être signée avant toute opération de manutention, entre l'entreprise assurant la gestion de la grue et l'entreprise concernée.	Tous Corps d'état

3.5.6. Organisation des approvisionnements - Approvisionnements aux étages

Dispositions prévues	A la charge de
L'Entreprise procédera à l'examen d'adéquation des équipements de travail en élévation afin de garantir : - que l'équipement est approprié aux travaux à effectuer ; - que les opérations prévues sont compatibles avec les conditions d'utilisations définies par le fabricant ; - que les zones d'évolution des équipements de travail est stabilisée et libre de tout obstacle	1.11 - Installation de chantier Entreprises concernées
L'Entreprise garantira le montage, la mise en œuvre et l'utilisation des équipements de travail par des travailleurs qualifiés selon les réglementations en vigueur (monteur / utilisateur échafaudage, autorisation de conduite, CACES...)	Entreprises concernées
Des recettes à matériaux seront aménagées à chaque niveau pour permettre l'approvisionnement avec la grue sans dépose des garde-corps. La protection collective de la recette sera assurée par des garde-corps fixes pour les approvisionnements avec grue et par une barrière éclose pour les approvisionnements avec élévateur ou monte-matériaux.	1.11 - Installation de chantier Entreprises concernées
Les charges admissibles des plateaux recettes seront transmises au coordonnateur pour inscription au registre journal.	1.11 - Installation de chantier
Le plan d'installation de chantier sera mis à jour pour faire apparaître l'implantation des recettes à matériaux.	1.11 - Installation de chantier
Préalablement à la mise en service de monte-matériaux ou lift l'entreprise transmettra l'attestation de contrôle des équipements au coordonnateur pour inscription au registre journal. Ces équipements sont prévus pour la phase 3, comme stipulé dans la notice du lot installation de chantier.	1.11 - Installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
Mise à disposition des ascenseurs définitifs. L'entreprise devra prévoir la mise en place des protections mécaniques dans les cabines. La mise à disposition des ascenseurs devra faire l'objet d'une convention de mise à disposition entre l'entreprise et le maître d'ouvrage, cette convention rédigée par l'ascensoriste précisera notamment les modalités d'utilisation par les entreprises.	1.11 - Installation de chantier Maître d'ouvrage 6 - Appareils élévateurs
Préalablement à leur mise en service l'entreprise transmettra l'attestation de contrôle des ascenseurs au coordonnateur pour inscription au registre journal.	6 - Appareils élévateurs
Les demandes d'installation d'un dispositif de levage, de manutention, de stockage sur un ouvrage, seront adressées au maître d'œuvre et au coordonnateur. Après accord sur le principe proposé, l'entreprise responsable de l'installation des équipements devra faire établir, une note de calculs ou notice d'installation sur l'ouvrage support. La note de calcul devra être validée par le bureau d'étude structure.	Entreprises concernées

3.5.7. Moyens de levage propre à chaque lot

Dispositions prévues	A la charge de
Après le départ de ou des grues, chaque entreprise utilisera des moyens de levage propres.	Entreprises concernées

3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

3.6.1. Voie piétonne

Dispositions prévues	A la charge de
Les déplacements devront se faire sur des cheminements « pieds propres » en matériaux d'apport, nivelés, pour éviter les torsions des pieds et risques de chutes. Les cheminements « pieds propres » seront aménagés jusqu'aux installations de cantonnements et des entrées du bâtiment et seront entretenus autant que de besoin. L'accès au chantier (personnel et matériaux) se fera par les circuits précis selon des séquences horaires à définir par le maître d'ouvrage, sur des zones où les services restent en activité pendant les travaux.	1.11 - Installation de chantier
Les entrées des bâtiments devront être aménagées par la mise en place de rampes ou d'embranchements provisoires, compensant les dénivelés éventuels. L'entretien et l'adaptation de ces installations seront prévus, pendant toute la durée des travaux.	1.11 - Installation de chantier 1.12 - Terrassement Généraux 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique
Dans les zones de circulation piétonnes, des passerelles de franchissement sécurisées seront installées pour franchir les tranchées ainsi que tous les autres obstacles.	1.11 - Installation de chantier 1.12 - Terrassement Généraux 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique
Les zones de cheminements piétons devront être différenciées de celles des engins ou camions par une matérialisation physique.	1.11 - Installation de chantier

3.6.2. Accès chantier

Dispositions prévues	A la charge de
Tout les accès de personnel sur le chantier seront régie par le passage au tourniquet mis en place à coté du poste de garde. chaque salarié sera muni d'un badge nominatif pour justifier son autorisation sur le site. La gestion de se dispositif, les frais de badges et autres dispositifs sont à la charge du lot installation de chantier, pendant l'intégralité des travaux.	Tous Corps d'état

3.6.3. Accès des véhicules et stationnement

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les travaux en milieu hospitalier requièrent une organisation rigoureuse pour minimiser les impacts sur les usagers, les patients et le personnel hospitalier. Parmi les aspects critiques, la gestion du stationnement des véhicules des personnels de chantier est essentielle pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Garantir la fluidité des accès aux urgences et autres services hospitaliers. * Préserver la disponibilité des places de stationnement pour les patients et visiteurs. * Respecter les normes de sécurité et de discrétion propres à l'environnement hospitalier. * Sensibiliser les entreprises sur l'importance de planifier les déplacements et le stationnement de leurs équipes. <p>- Les entreprises devront tenir compte des contraintes et des spécificités du site hospitalier, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Les zones à accès prioritaire (urgences, livraison médicale, etc.). * Les plages horaires de forte affluence <p>- Organisation du stationnement du personnel de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Stationnement autorisé uniquement dans les zones dédiées * Privilégier les alternatives au stationnement sur le site : Utilisation de moyens de transport alternatifs. Les entreprises sont encouragées à promouvoir le covoiturage, les transports en communs, les navettes, etc. * Interdiction de stationner sur les voies d'accès sensibles (service d'urgences, ou zone d'accès rapide, etc.) * Interdiction de stationner sur les voies et parkings privés. * Affichage sur site : Des panneaux indiquant les consignes de stationnement seront installés aux entrées et sur les zones de travaux. * Réunions de sensibilisation : Avant le début des travaux, une réunion spécifique sera organisée pour informer les responsables des entreprises des règles en vigueur. * Rappel des consignes : Pendant toute la durée du chantier, les règles de stationnement devront être rappelées régulièrement aux équipes. <p>Le respect des consignes de stationnement est une condition essentielle pour assurer le bon déroulement des travaux en milieu hospitalier, dans le respect des usagers et du personnel médical. Chaque intervenant est tenu d'adhérer strictement à ces directives.</p>	Tous Corps d'état
<p>Aucun véhicule entreprise ne sera autorisé à stationner en dehors de la délimitation à proximité de la base vie, pas de véhicule sur l'emprise des travaux.</p> <p>Pous les autres véhicules, entreprises, transport et personnel, stationneront à l'exterieur du chantier sur le domaine public.</p>	Tous Corps d'état

3.6.4. Voirie de chantier stabilisée

Dispositions prévues	A la charge de
Une voie d'accès sera créée pour les besoins du chantier, ainsi que la déconstruction de la passerelle. Celle-ci devra être suffisamment résistante pour le trafic du chantier et cela jusqu'à la fin des travaux. Au vu des différentes zones de travaux les voie d'accès sont défini dans le phasage et le plan d'installation de chantier .	1.11 - Installation de chantier 1.12 - Terrassement Généraux Tous Corps d'état
La voie d'accès du chantier sera remise en état autant que de besoin pendant toute la durée du chantier sur demande du maître d'Œuvre.	1.11 - Installation de chantier 1.12 - Terrassement Généraux
La circulation interne au chantier se fera à partir des voiries existantes. L'entreprise aura en charge l'entretien des voiries pendant toute la durée des travaux.	1.11 - Installation de chantier Tous Corps d'état

3.6.5. Voirie de chantier stabilisée - Accès au sous-sol

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès des engins, en fond de fouille, se feront à partir de la rampe d'accès définitive à créer en voirie provisoire dès la phase des terrassements généraux. Cette voie sera empierrée et compactée afin de permettre aux engins de circuler. L'entreprise devra la maintenance de la rampe pendant toute la durée des travaux.	1.12 - Terrassement Généraux

3.6.6. Voirie de chantier stabilisée - Bande de roulement périphérique aux bâtiments

Dispositions prévues	A la charge de
Afin de permettre une intervention sécurisée à partir des échafaudages ou nacelles aux abords des façades, ceux-ci seront rendus et maintenus dégagés et nivelés. En fonction de la nature du terrain l'entreprise devra la réalisation des bandes de roulement périphériques aux bâtiments. Ces bandes, d'une largeur de 5,00m seront empierrées et compactées afin de permettre aux engins de levage et nacelles de circuler. L'entreprise devra l'entretien et la maintenance régulière des bandes de circulation, pendant toute la durée des interventions en façade.	1.12 - Terrassement Généraux

3.6.7. Escalier provisoire accès pleine masse

Dispositions prévues	A la charge de
Une tour d'escalier (ou escalier de chantier provisoire) sera mise en place pour l'accès au niveau bas des terrassements lorsqu'il n'est pas possible d'aménager une rampe. Cet accès sera maintenu jusqu'à l'arrivée du lot gros-œuvre qui prendra le relais des installations provisoires.	1.12 - Terrassement Généraux 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)

3.6.8. Nettoyage des voiries extérieures - Phase terrassements généraux

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise titulaire du lot terrassement, devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier. L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries à raison de deux fois par semaine minimum.	1.12 - Terrassement Généraux

Dispositions prévues	A la charge de
A chaque sortie du chantier, sur les voiries publiques, il sera installé une station de lavage des roues de véhicules. Ce poste comprendra un point d'eau et un dispositif de récupération des boues et eaux sales.	1.12 - Terrassement Généraux
L'entreprise titulaire des travaux de deconstruction de la pusserelle et de l'IRM, l'entreprise devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier. L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries à raison de deux fois par semaine minimum.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction

3.6.9. Nettoyage des voiries extérieures - Phase Gros œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise titulaire du lot gros-œuvre, devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier. L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries à raison d'une fois par semaine si nécessaire.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)

3.6.10. Accès dans les bâtiments

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès à l'intérieur des bâtiments se feront par les différentes portes des halls d'entrées situées sur les façades. L'entreprise devra la réalisation et la maintenance des aménagements provisoires nécessaires à la sécurisation des accès.	1.11 - Installation de chantier
En cas d'impossibilité de remblayer en périphérie des constructions, mettre en place des passerelles équipées de garde-corps qui seront maintenues jusqu'au remblaiement définitif.	1.12 - Terrassement Généraux 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
L'accès pour les engins motorisés se fera par la réalisation d'une rampe provisoire d'accès. Cette rampe sera stabilisée et entretenue de façon régulière.	1.12 - Terrassement Généraux

3.6.11. Accès dans les étages

Dispositions prévues	A la charge de
Les circulations intérieures se feront à partir des escaliers définitifs, à poser à l'avancement de la réalisation des planchers.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
En cas d'impossibilité ou de difficulté de mettre en place les volées d'escaliers définitifs à l'avancement des élévations, l'accès entre niveaux sera compensé par un escalier provisoire.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Lors des travaux d'écrêtage du bâtiment HC, l'entreprise mettra en place son propre dispositif d'accès à son poste de travail, en n'empruntant pas les accès intérieurs.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction

3.6.12. Accès en toiture

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès aux toitures y compris celles existantes se feront par la mise en place d'une tour d'accès à positionner le long des façades. Cet équipement devra permettre d'accéder aux différents niveaux de toiture. Le positionnement de cette tour se fera en concertation avec la maîtrise d'œuvre. L'entreprise devra l'entretien et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux. L'équipement sera maintenu en place pendant toute la durée des interventions en toiture y compris celle des autres corps d'états et fera l'objet d'un PV de réception qui sera affiché en pied de l'équipement.	1.41 - Couverture 1.42 - Etanchéité 2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction

3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives**3.7.1. Protection en rive des fouilles**

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur sera assurée par garde-corps avec lisses et sous-lisses rigides, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur potelets métalliques. L'implantation des garde-corps se fera en retrait de la tête de talus.	1.11 - Installation de chantier
Le dispositif ci avant reste à la charge de l'entreprise de déconstruction , sur les ouvrage de la passerelle, étant considéré comme des travaux à risque particulier liés à son activité..ce	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction

3.7.2. Protection des rives de planchers

Dispositions prévues	A la charge de
Dès que le plancher sera posé, l'entreprise mettra en place des garde-corps qui devront assurer les protections collectives.	1.11 - Installation de chantier 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
La pose des planchers sera étudiée pour que les salariés ne soient jamais exposés à un risque de chute.	1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique
La prévention des chutes de hauteur sera assurée, par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur supports métalliques en façade. En plus d'assurer la protection des intervenants lors de la pose et du coulage des planchers, ce dispositif devra permettre d'assurer la protection face au vide, des intervenants lors du montage de maçonneries ou la pose d'éléments préfabriqués. Mise en place des garde-corps à la pose des planchers.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Les protections collectives devront être mises en place avant la pose des planchers de façon à assurer la sécurité des travailleurs.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)

3.7.3. Protection des trémies et réservations

Dispositions prévues	A la charge de
Les trémies et réservations seront équipées par des protections provisoires et devront être installées de façon à être suffisamment résistantes (ex: garde-corps), celles-ci devront comporter une lisse supérieure à 1,00 m une lisse intermédiaire et une plinthe.	1.11 - Installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur, des trémies de grande dimension, des rives d'escalier, se fera par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1,00m et 1,10m, fixés sur potelets métalliques en rive de dalle ou sur la dalle. Mise en place des garde-corps, à la pose des planchers.	1.11 - Installation de chantier

3.7.4. Protections des coursives

Protections des balcons

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur, sur les coursives, se fera par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placés à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur potelets métalliques en rive de dalle ou sur la dalle. Mise en place des garde-corps, à la pose des balcons.	1.11 - Installation de chantier

3.7.5. Protection de gaine d'ascenseur

Dispositions prévues	A la charge de
Une protection toute hauteur de type grille sera installée. Cette protection doit permettre, en cas de besoin l'évacuation de la gaine à chaque palier par les ascensoristes.	1.11 - Installation de chantier
Les platelages mis en protection horizontale de chaque niveau à l'intérieur de la gaine d'ascenseur ne seront déposés que pour être relayés par les protections collectives sur baies d'ascenseurs mises en place avant l'intervention de l'ascensoriste.	1.11 - Installation de chantier

3.7.6. Protection des baies en façade

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur, des baies avec des allèges inférieures à 1,00m, sera assurée par garde-corps avec lisses et sous-lisses. L'implantation du dispositif devra permettre la pose des menuiseries extérieures sans avoir à déposer le dispositif de protection, afin d'assurer la protection antichute des opérateurs. Le choix du dispositif se fera en concertation avec l'entreprise de menuiseries extérieures.	1.11 - Installation de chantier

3.7.7. Protection en rives de toiture

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur est assurée par des garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, et comportant au moins une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps, une main courante et une lisse intermédiaire à mi-hauteur ou par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	1.11 - Installation de chantier 1.41 - Couverture 1.42 - Etanchéité

3.7.8. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

Dispositions prévues	A la charge de
Après sa mise en place, toute entreprise, amenée à déposer ou modifier un dispositif de protection collective devra assurer la maintenance et la continuité de la protection vis-à-vis des autres intervenants. En cas de nécessité, l'entreprise se rapprochera de l'entreprise ayant installé la protection, afin que le dispositif soit adapté.	Tous Corps d'état
Après coulage du dallage et des planchers, toute modification d'un dispositif d'obturation (y compris remplacement) sera à la charge de l'entreprise prenant possession de la réservation. L'entreprise prenant possession d'une réservation devra assurer la continuité du dispositif de protection jusqu'à la sécurisation définitive. Les entreprises devront privilégier des dispositifs de type à emboîtement.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) Entreprises concernées
Si pour une tâche déterminée une entreprise doit déposer un élément ou l'ensemble de la protection collective, celle-ci devra : Prévenir l'entreprise ayant mis en place la protection, avertir le personnel susceptible de travailler dans la zone, assurer la continuité de la sécurité par un autre moyen qui devra être défini dans son PPSPS, Rétablir la protection collective à la fin des travaux, faire constater à l'entreprise responsable que la repose a été effectuée.	Entreprises concernées
En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au maître d'Ouvrage de faire intervenir l'entreprise responsable de la pose initiale pour remettre en état les protections collectives, les frais correspondants seront imputés à la charge de l'entreprise responsable.	1.11 - Installation de chantier 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)

3.7.9. Pose des gardes corps de coursives

Pose des gardes corps de balcons et coursives

Dispositions prévues	A la charge de
Le positionnement des garde-corps provisoires, se fera en concertation avec le lot serrurerie, afin que la pose des garde-corps définitifs, puisse se faire en présence des provisoires.	1.11 - Installation de chantier 1.52 - Métalleries – Serrureries
Les garde-corps provisoires seront déposés à l'avancement de la pose des garde-corps définitifs. Les zones à risques de chute de hauteur et chutes d'objets, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	1.52 - Métalleries – Serrureries

3.7.10. Pose de garde-corps définitif en toiture

Dispositions prévues	A la charge de
Les garde-corps définitifs sur acrotères de toiture seront posés dans la continuité des travaux d'étanchéité.	1.52 - Métalleries – Serrureries
Les garde-corps provisoires seront déposés à l'avancement de la pose des définitifs. Les zones à risque de chutes de hauteur et chutes d'objets, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	1.52 - Métalleries – Serrureries

3.7.11. Pose de garde-corps définitifs sur escaliers et trémies

Dispositions prévues	A la charge de
Les garde-corps provisoires des trémies et des volées d'escaliers, seront déposés à l'avancement de la pose des garde-corps définitifs. Les zones à risque de chute de hauteur et chutes d'objets, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.52 - Métalleries – Serrureries

Dispositions prévues	A la charge de
En aucun cas la continuité des protections doit être interrompue. L'entreprise ne doit jamais quitter le chantier sans que la pose soit achevée et en laissant des vides entre garde-corps provisoires et définitifs.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.52 - Métalleries – Serrureries
L'entreprise condamnera l'accès à la cage d'escalier pendant son intervention.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.52 - Métalleries – Serrureries

3.7.12. Pose de garde-corps définitifs sur passerelles et planchers métalliques

Dispositions prévues	A la charge de
La protection collective sera assurée par la pose des garde-corps définitifs en rive des ouvrages au fur et à mesure du montage des équipements et planchers métalliques. Privilégier l'assemblage des éléments (passerelles et garde-corps) au sol avant leur montage sur l'ouvrage.	1.52 - Métalleries – Serrureries
Privilégier l'assemblage des éléments (passerelles et garde-corps) au sol avant leur montage sur l'ouvrage.	1.52 - Métalleries – Serrureries

3.8. Mise en commun des moyens - Echafaudages

3.8.1. Servitude d'échafaudage

Dispositions prévues	A la charge de
Une utilisation commune des échafaudages est prévue pour les entreprises désignées, suivant les dispositions définies dans les articles suivants.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.43 - Menuiseries extérieures – Porte automatique 1.44 - Mur rideaux 1.45 - Vetures – Façade 2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Echafaudages communs en façade: L'entreprise, devra la mise en place des échafaudages communs, permettant d'assurer la protection antichute pour la réalisation de la pose des menuiseries extérieures, de la pose des garde-corps extérieurs et des ravalements.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.43 - Menuiseries extérieures – Porte automatique 1.44 - Mur rideaux 1.45 - Vetures – Façade 2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Un procès-verbal de réception sera établi et signé par l'installateur de l'échafaudage de pied à « utilisation partagée » et chaque entreprise utilisatrice avant mise à disposition de l'échafaudage.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.43 - Menuiseries extérieures – Porte automatique 1.44 - Mur rideaux 1.45 - Vetures – Façade 2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction

3.9. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

3.9.1. Gestion des déchets Mode d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Les déchets de chantier feront l'objet d'un tri sélectif et d'une gestion commune pour l'ensemble du chantier. L'organisation du tri sélectif comprenant la réalisation et l'entretien d'une plate-forme de regroupement des déchets, la mise à disposition des bennes, la signalétique explicative destinée aux personnels, sont à la charge de chaque entreprise.	Tous Corps d'état
L'entreprise chargée des travaux de désamiantage sera responsable du stockage et de l'évacuation de ses déchets. Une zone de stockage spécifique aux déchets contenant de l'amiante sera aménagée dans l'enceinte du chantier. Les déchets générés par les travaux, ainsi que les équipements de protection individuelle utilisés seront stockés sur place avant leur évacuation. Ils seront conditionnés soit, en containers ou en sacs spécialement adaptés, soit palettisés et filmés. Quel que soit le type de conditionnement, Celui-ci sera étiqueté «danger amiante».	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Les déchets issus des travaux de déconstruction seront sous la responsabilité de l'entreprise réalisant ces travaux. L'entreprise prendra toutes les mesures nécessaires pour le tri des déchets (ferraille, bois, béton, etc), la mise en place de ces propres bennes et l'évacuation et décharge.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction

3.9.2. Bennes à gravais et déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Des bennes à gravais et déchets seront mises en place pour l'ensemble des intervenants du chantier. Les bennes seront remplacées suivant les besoins du chantier.	1.11 - Installation de chantier

3.9.3. Acheminement des déchets vers les bennes

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes. Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'état
En cas de carence, le maître d'Ouvrage fera nettoyer les déchets des entreprises par un prestataire extérieur, qui sera mis à la charge des entreprises responsables ou du compte interentreprises.	Maître d'ouvrage

3.9.4. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.	Tous Corps d'état
Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.	Tous Corps d'état

3.9.5. Goulottes à gravois

Dispositions prévues	A la charge de
Les déchets seront évacués des étages par des goulottes à gravois, la zone en bas de goulotte devra être balisée. En cas de poussière il sera prévu des aménagements particuliers (bâchage, arrosage, etc.) Concernant les travaux de déconstruction de HC il sera prévu l'utilisation du lift	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction

3.9.6. Evacuation des matières dangereuses

Dispositions prévues	A la charge de
Aucune matière dangereuse ne doit être stockée sur le chantier, tant les déchets que les produits amenés pour mise en œuvre.	Tous Corps d'état
Les déchets issus de matières dangereuses seront évacués et traités par les entreprises concernées	Tous Corps d'état

3.10. Mise en commun des moyens - Organisation des secours**3.10.1. Moyen d'alerte des secours**

Dispositions prévues	A la charge de
Les numéros de téléphone d'urgence ainsi que les consignes d'appel des secours sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 pour les téléphones mobiles.	1.11 - Installation de chantier
Dans le cas d'impossibilité de mise en service d'un téléphone fixe, au-moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.	Tous Corps d'état

3.10.2. Consignes de sécurité

Dispositions prévues	A la charge de
Les consignes de sécurité seront reprises dans les PPSPS. En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DDETS), l'OPPBT et le coordonnateur sécurité.	Tous Corps d'état
Les consignes spécifiques du site (chantier en site occupé) doivent être transmises à toutes les entreprises par le maître d'ouvrage et intégrées au PPSPS des entreprises.	Maître d'ouvrage Tous Corps d'état

3.10.3. Sauveteurs secouristes du travail

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.	Tous Corps d'état
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Entreprises concernées

3.10.4. Matériel de secours

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	Tous Corps d'état
Une trousse de secours, commune à l'ensemble des entreprises, sera laissée dans la salle de réunion.	1.11 - Installation de chantier

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

4.1.1. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Préalablement au démarrage des travaux de curage ou démolition, les entreprises titulaires des lots, électricité, plomberie, ventilation, climatisation, démolition, curage etc seront tenues de demander au maître d'ouvrage de faire consigner les installations et équipements situés dans les zones de démolitions par les personnels technique du CHU. Une procédure écrite de consignation sera établie pour chaque type de réseau et équipement. Cette procédure sera adressée à l'entreprise de démolition avant le démarrage des travaux. Une attention particulière sera apportée à la consignation des réseaux d'électricité, et de gaz.</p>	<p>2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction 4 - CVC 5 - Electricité 4.1 - Chauffage – Ventilation – Climatisation – Désenfumage 4.2 - Plomberie 4.3 - GTB 5.1 - Courant Faible 5.2 - Courant Fort 5.3 - SSI</p>
<p>Préalablement au démarrage des travaux de réhabilitation, les entreprises titulaires des lots, électricité, plomberie, ventilation, climatisation, etc seront tenues de consigner les installations et équipements situés dans les zones d'intervention. Une procédure écrite de consignation sera établie pour chaque type de réseau et équipement. Cette procédure sera adressée aux entreprises avant le démarrage des travaux. Une attention particulière sera apportée à la consignation des réseaux d'électricité, et de gaz.</p>	<p>4 - CVC 5 - Electricité 4.3 - GTB 4.2 - Plomberie 4.1 - Chauffage – Ventilation – Climatisation – Désenfumage 5.2 - Courant Fort 5.3 - SSI 5.1 - Courant Faible</p>
<p>Préalablement au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage fera consigner les branchements, électricité, gaz, eau, par les concessionnaires. Le maître d'ouvrage devra remettre à l'entreprise les attestations de confirmation que les réseaux concessionnaires sont neutralisés à l'extérieur du bâtiment. Préalablement au démarrage de son intervention, l'entreprise de démolition s'assurera sur le site de la consignation effective des branchements.</p>	<p>Maître d'ouvrage</p>
<p>Les réseaux et équipements devant être maintenus en service, afin d'assurer le bon fonctionnement des installations de l'établissement, seront repérés et signalés sur le site par étiquetage.</p>	<p>4 - CVC 5 - Electricité 4.1 - Chauffage – Ventilation – Climatisation – Désenfumage 4.2 - Plomberie 4.3 - GTB 5.1 - Courant Faible 5.2 - Courant Fort 5.3 - SSI</p>
<p>Au cours des travaux de curage et réhabilitation du bâtiment, des garde-corps provisoires de protection seront installés au droit des vides laissés jusqu'au démarrage des travaux de réaménagement.</p>	<p>1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction</p>

Dispositions prévues	A la charge de
Lorsque les chutes de matériaux et les effondrements de la construction sont provoqués volontairement, les emplacements de chutes situés en dehors et dans le bâtiment doivent être délimités et interdits au stationnement des personnes. Si la démolition est réalisée par tranches verticales et par procédés mécaniques, il convient: - de séparer les zones restant accessibles des parties attaquées par un nombre suffisant de travées, afin que leur stabilité ne soit pas compromise; -de matérialiser cette interdiction (guirlandes, barrières de lisses sur trépieds); d'interdire l'accès aux zones définies, pendant toute la période de chute.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Les zones à risques de chutes d'objets et de gravats, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Afin de prévenir la chute fortuite de matériaux, des dispositifs de recueil empêchant la chute de salariés dans le vide doivent être installés. Si cette installation se révèle impossible, l'accès aux emplacements sur lesquels ces chutes peuvent se produire doit être interdit et cette interdiction matérialisée.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Le programme et les modalités de démolition du bâtiment doivent être conçus par ailleurs de façon à ne pas surcharger anormalement les planchers existants. Quelle que soit la méthode appliquée, la démolition qui ne vise pas l'effondrement total du bâtiment, doit être conduite étage, par étage. Il est également indispensable d'étayer les planchers vétustes et d'installer les étalements destinés à supporter l'accumulation de charges, en commençant par le niveau le plus bas et, en progressant vers le haut.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
L'entreprise devra s'assurer auprès d'un bureau d'études de la surcharge admissible des planchers existants. Elle tiendra compte des surcharges constatées, dans sa méthodologie d'intervention. Les planchers seront étayés suivant les nécessités.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Il convient de veiller à ce que les matériaux et éléments de construction ne soient pas en équilibre instable. En particulier, les éléments de construction, en porte-à-faux dangereux, qui doivent être abattus ou réhabilités.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Création de trémies ou de percements dans les ouvrages existants: Préalablement au démarrage des travaux, l'entreprise devra condamner les accès sous la zone de percement. Cette condamnation se fera à l'aide d'un moyen physique et d'un affichage interdisant strictement l'accès à la zone présentant un risque de chute de matériaux.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
La prévention des risques de chute de hauteur se fera par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, fixés sur potelets métalliques en rive de l'ouvrage. La protection sera mise en place au fur et à mesure de la dépose des ouvrages de sécurité existants.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
En limites des zones démolies, la prévention des risques de chute de hauteur sera assurée par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, fixés sur potelets métalliques en rive de l'ouvrage. Mise en place des garde-corps au fur et à mesure de la démolition des ouvrages existants.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction

4.1.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Les travaux de démolition ne pourront débuter qu'après remise des PV de mesures libératoires avec résultats conformes au CSP, fournies par l'entreprise de désamiantage. En cas de découverte de matériaux amiantés non signalés dans le rapport de repérage, l'entreprise arrêtera immédiatement ses travaux, en informera le maître d'œuvre et le coordonnateur. Les travaux de démolition ne reprendront qu'après la réalisation du désamiantage complémentaire et la procédure libératoire.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction

Dispositions prévues	A la charge de
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'œuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	Maître d'œuvre 2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Conformément aux dispositions légales, l'entreprise devra au préalable, établir un plan de retrait des éléments concernés et adresser, ce document un mois avant son intervention, aux organismes de contrôle et de prévention (DDETS – CARSAT – OBBPTP – MEDECINE DU TRAVAIL) via la plateforme DEMAT@MIANTE. Une copie du plan de retrait ainsi que de l'accusé de transmission téléchargeable sur la plateforme DEMAT@MIANTE, sera transmise au coordonnateur SPS pour inscription au registre journal.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Les PV de mesures libératoires doivent être transmis au maître d'œuvre, au coordonnateur SPS et aux entreprises avant leur intervention dans les zones désamiantées.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction Maître d'œuvre Coordonnateur SPS Entreprises concernées
Les zones en cours de désamiantage seront isolées, calfeutrées par l'installation de zones de confinement. Installation au démarrage des travaux sur zone. Maintenance pendant toute la durée des travaux de décontamination.	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction
Phase désamiantage: Sanitaires – Vestiaires - Réfectoires: Installations propres à l'entreprise intervenante et à ses sous-traitants. Le lot Démolition/Désamiantage aura à sa charge la mise en place, la maintenance et le repli de la base-vie au niveau R+5 du bâtiment HE pour les besoins de ses travaux dans le bâtiment HC. - Base vie au R+5 comprenant sanitaires / bureaux / zone de repos ; elle sera implantée en zone verte, au-delà du 1er JD de HE	2 - Curage (Zone amiante) – Désamiantage – Démolition construction

4.1.3. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Silice cristalline

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention contre le risque de silice cristalline impose de réduire à la source les émissions de poussières par le choix de techniques peu émissives. Les travaux de démolition seront réalisés sous système d'abattage à l'eau installé sur les engins.	Entreprises concernées
La prévention contre le risque de silice cristalline impose de réduire à la source les émissions de poussières par le choix de techniques peu émissives. Les travaux à sec de ponçage, carottage, percement, tronçonnage, démolition manuelle, sablage, décapage, balayage, soufflage devront se faire avec le recours d'équipements équipés de captage par aspiration des poussières à la source.	Entreprises concernées
Les zones de travaux intérieurs avec risque d'émission de poussières à silice cristalline devront être interdites d'accès aux autres intervenants. Cette condamnation se fera à l'aide d'un moyen physique et d'un affichage interdisant l'accès à la zone présentant un risque.	Entreprises concernées
Les entreprises réalisant des travaux à risque d'émission de poussière de silice cristalline devront effectuer des mesures de la concentration de l'atmosphère en silice de façon régulière et lors de tout changement dans des conditions susceptibles d'avoir des conséquences sur l'exposition des salariés.	Entreprises concernées

Dispositions prévues	A la charge de
Pour les opérations de fraisage/rabotage des chaussées avec des raboteuses inférieures à un mètre de large, le travail systématique avec humidification par arrosage du tambour de fraisage est recommandé. Prévoir le maintien humide des voies de circulation des camions sur les zones rabotées.	Entreprises concernées

4.1.4. Travaux de terrassement généraux

Dispositions prévues	A la charge de
Avant démarrage des travaux l'entreprise établira ses DICT, copie des réponses sera transmise au coordonnateur et au maître d'œuvre. Les travaux ne pourront commencer avant la réception des réponses.	1.12 - Terrassement Généraux
Les terrassements seront réalisés avec un empâtement en pied de mur suffisant pour permettre les accès aisés à l'arrière des murs enterrés pour la réalisation des travaux avant remblaiement. Il devra permettre notamment l'installation d'un échafaudage pour la réalisation de l'étanchéité verticale.	1.12 - Terrassement Généraux
Les hauts de talus de pleine masse longés par des circulations piétonnes seront protégés par des garde-corps provisoires à maintenir et entretenir jusqu'aux remblaiements définitifs.	1.12 - Terrassement Généraux
Les remblaiements de la pleine masse contre les bâtiments seront réalisés dès la réalisation des drains et des étanchéités verticales. Prévoir une concertation avec le lot gros-œuvre pour faciliter l'accès des engins à l'arrière des bâtiments (enlèvement consoles de banches, étaievements, ...)	1.12 - Terrassement Généraux
Les têtes de talus longées par des voies de chantier seront protégées par un balisage en barrières ou en panneaux de clôture pour en éloigner les charges de circulations.	1.12 - Terrassement Généraux
En cas de constat de mauvaise tenue du terrain ou d'un ouvrage existant pouvant créer un danger, l'entreprise cessera immédiatement les travaux, en informera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour que les mesures conservatoires et de protection soient prises et mises en œuvre sans délai pour supprimer le danger. Le coordonnateur en sera informé.	1.12 - Terrassement Généraux
Les talus de la pleine masse seront réalisés en respectant les recommandations du rapport de l'étude de sol et de la méthodologie définie par le maître d'œuvre le cas échéant.	1.12 - Terrassement Généraux
Les protections provisoires des talus, suivant préconisation du rapport de sol et du maître d'œuvre, seront entretenues autant que de besoin jusqu'aux remblaiements définitifs, sur demande de l'entreprise de gros-œuvre, ou du maître d'œuvre.	1.12 - Terrassement Généraux
Conformément aux dispositions de l'étude de sol, l'épuisement des eaux de ruissellement ou de résurgence par pompage sera prévu pour assainir le fond de la pleine masse. L'évacuation vers le réseau d'égouts sera privilégié et dans tous les cas à l'écart des voies de circulation de chantier.	1.12 - Terrassement Généraux 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Les terrassements seront exécutés en suivant les prescriptions et la méthodologie définies par le maître d'œuvre ou le bureau d'études. L'entreprise interdira l'accès au chantier à toute personne non accompagnée, pendant la réalisation de ses travaux jusqu'à mise à disposition du chantier au lot gros-œuvre. L'entreprise prévoira une réunion de concertation et de mise au point avec le maître d'œuvre et le lot gros-œuvre pour faciliter les accès pour la mise en œuvre et la réalisation des travaux de gros-œuvre (consoles, butons, étaievements, ...)	1.12 - Terrassement Généraux 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique
En cas de découverte en cours de travaux d'une pollution des sols, le chantier doit être arrêté en attente du diagnostic pour connaître la nature de pollution (risque d'explosion, risque pour la santé, etc..)	1.12 - Terrassement Généraux
En cas de découverte en cours de travaux d'un risque pyrotechnique, le chantier doit être arrêté en attente du diagnostic pour connaître la nature du risque (explosion, etc.)	1.12 - Terrassement Généraux 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)

Dispositions prévues	A la charge de
Les remblaiements en périphérie des longrines seront réalisés dès la réalisation des clavetages, afin de sécuriser les circulations aux abords de la construction.	1.12 - Terrassement Généraux 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)

4.1.5. Travaux comportant l'usage d'explosifs

Dispositions prévues	A la charge de
Procédure préalable à l'utilisation d'explosif : Conformément aux dispositions légales, les entreprises utilisant des explosifs, détonateurs et autres accessoires de tir est tenu d'en faire la déclaration aux organismes de contrôle et de prévention (DDETS – CARSAT – OPPBTP – MEDECINE DU TRAVAIL – SPS) en précisant les modes de tir qui seront pratiqués. Pour les chantiers occupant dix ouvriers au moins pendant plus d'une semaine en repçant le rapport et les conclusion du bureau CIREME joint au dossier de consultation des entreprise.	1.12 - Terrassement Généraux
L'entreprise devra désigner un opérateur dit "Boutefeux" chargé d'effectuer ou surveiller les opérations de mise en œuvre des produits explosifs. L'entreprise indiquera dans son PPSPS le nom de la personne chargé des opération.	1.12 - Terrassement Généraux
L'entreprise établira un plan de tir qui sera transmis pour information à la maîtrise d'œuvre et au coordonnateur SPS.	1.12 - Terrassement Généraux
La mise en œuvre des produits explosifs ne doit se faire qu'en présence du personnel strictement nécessaire à cette opération. Aucune coactivité ne sera admise sur site.	1.12 - Terrassement Généraux
L'entreprise installera le balisage et la signalétique au périmètre de la zone d'exclusion interdite d'accès, aussi lors des opérations de charge que de tir.	1.12 - Terrassement Généraux
Préalablement aux opérations de tir l'entreprise doit : * Prendre des mesures pour empêcher toute circulation dans la zone où des projections risquent de se produire, notamment en plaçant des gardes sur les accès à cette zone; * L'entreprise doit s'assurer que toute personne est hors d'atteinte des projections ou des chutes de blocs dues aux vibrations; * Prendre des dispositions pour qu'aucune personne ne puisse respirer des fumées de tir dangereuses; * Faire annoncer le tir par un signal sonore.	1.12 - Terrassement Généraux

4.1.6. Travaux de VRD

Dispositions prévues	A la charge de
Les interventions sur le site, entre les travaux de voirie et les accès obligatoires pour les riverains, seront aménagées de façon à garantir toute la sécurité. Des passerelles protégées seront positionnées pour enjamber les tranchées en cours. Tous les regards ou trous sur la chaussée seront clôturés avec de l'éclairage signalétique pour la nuit. Les zones en travaux hors circulation seront balisées. Si la circulation est importante, il pourra être envisagé la mise en place de feux tricolores provisoires.	3.31 - Voirie 3.32 - Aménagements extérieurs 3.33 - Réseaux extérieurs 3 - Voirie – réseaux divers 3.34 - Espace Vert
La protection collective sera assurée par le remblaiement des fouilles à l'avancement de la pose des réseaux.	3.32 - Aménagements extérieurs 3.33 - Réseaux extérieurs 3.31 - Voirie 3 - Voirie – réseaux divers 3.34 - Espace Vert

Dispositions prévues	A la charge de
La protection collective sera assurée par le balisage des fouilles devant rester ouvertes en attente du remblaiement.	3.31 - Voirie 3.32 - Aménagements extérieurs 3.33 - Réseaux extérieurs 3 - Voirie – réseaux divers 3.34 - Espace Vert
Privilégier la découpe des éléments en béton, par voie humide pour éviter la production et propagation des fumées de poussières.	3.31 - Voirie 3.32 - Aménagements extérieurs 3 - Voirie – réseaux divers 3.33 - Réseaux extérieurs 3.34 - Espace Vert
La circulation piétonne sera assurée par l'installation de passerelles de franchissement sur les fouilles en attente des remblaiements.	3.31 - Voirie 3.32 - Aménagements extérieurs 3.33 - Réseaux extérieurs 3 - Voirie – réseaux divers 3.34 - Espace Vert
L'entreprise réalisera le balisage des massifs en béton avec leurs tiges de fixations dans l'attente de pose des équipements : candélabres, barrières etc.	3.32 - Aménagements extérieurs 3.31 - Voirie 3.33 - Réseaux extérieurs 3 - Voirie – réseaux divers 3.34 - Espace Vert
Pour toute tranchée ou excavation, commune à plusieurs lots et d'une profondeur supérieure de 1,30 m ou dans un terrain non stable, l'entreprise réalisant la tranchée devra la mise en place d'un système de blindage adapté à tous les types d'intervention prévue dans la tranchée. Le type de blindage sera défini en concertation avec l'ensemble des entreprises concernées par l'intervention dans la tranchée. Le blindage ne pourra être modifié qu'après accord de l'entreprise ayant assuré l'installation. L'entreprise aura en charge la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des interventions y compris des autres corps d'état.	3.31 - Voirie 3.32 - Aménagements extérieurs 3.33 - Réseaux extérieurs 3 - Voirie – réseaux divers 3.34 - Espace Vert
Mise en place des tampons définitifs de fermeture dès la pose des chambres, des regards ou de la réalisation des fosses. En cas d'impossibilité de positionner le tampon définitif, protection par dispositif d'obturation arasant le regard ou la chambre (platelage) d'épaisseur calculée en fonction des dimensions de l'ouverture et pour supporter le poids d'un homme, ou d'un véhicule si l'équipement est positionné sur une voie de circulation.	3.31 - Voirie 3.32 - Aménagements extérieurs 3 - Voirie – réseaux divers 3.34 - Espace Vert 3.33 - Réseaux extérieurs
En présence de réseaux enterrés ou aériens à proximité des zones d'intervention, les personnels devront être en possession de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AI PR). Sont concernés: Pour le niveau encadrant; les conducteurs de travaux; Chefs de chantier; les chefs d'équipes. Pour le niveau opérateur; les conducteurs d'engins; les suiveurs; les canalisateurs, les ouvriers en travaux publics.	3.31 - Voirie 3.32 - Aménagements extérieurs 3.33 - Réseaux extérieurs 3 - Voirie – réseaux divers 3.34 - Espace Vert
En présence de réseaux enterrés à proximité des zones d'intervention, l'entreprise devra faire réaliser la géolocalisation et le marquage des réseaux. L'entreprise Informera son personnel sur la localisation et les mesures de sécurité. L'entreprise devra maintenir le marquage piquetage pendant toute la durée des interventions.	3.31 - Voirie 3.32 - Aménagements extérieurs 3.33 - Réseaux extérieurs 3 - Voirie – réseaux divers 3.34 - Espace Vert
La circulation des engins de chantier, le chargement et le déchargement des véhicules de transport, se feront sous le contrôle d'un membre de l'entreprise intéressée.	Entreprises concernées
Le stationnement des véhicules sur l'emprise publique se fera selon les règles communes.	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
La circulation des engins et personnels pour les besoins du chantier est interdit sur la voie publique sauf autorisation des autorités compétentes.	Entreprises concernées
L'entreprise devra choisir les modes opératoires qui limitent au maximum les traversées de personnel sur les voies circulées. Des consignes spécifiques devront être établies par l'entreprise. La traversée du personnel se fera par des passages piétons obligés et protégés. L'entreprise aura en charge l'installation et l'entretien des équipements.	3.31 - Voirie 3.32 - Aménagements extérieurs 3 - Voirie – réseaux divers 3.33 - Réseaux extérieurs 3.34 - Espace Vert
Les entreprises devront limiter au minimum toutes les opérations de manutention manuelle. Toutes les opérations qui pourront faire l'objet d'une assistance mécanisée simple seront préconisées. Exemple : pose de bordure interdite manuellement.	3.31 - Voirie 3.32 - Aménagements extérieurs 3.33 - Réseaux extérieurs 3 - Voirie – réseaux divers 3.34 - Espace Vert

4.1.7. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement

Dispositions prévues	A la charge de
Toutes les fouilles en tranchées de plus de 1,3 m de profondeur seront protégées soit par la réalisation de pente de talus appropriée soit par un terrassement en escalier soit par la mise en place d'un blindage.	3.31 - Voirie 3.32 - Aménagements extérieurs 3.33 - Réseaux extérieurs

4.1.8. Travaux de fondations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise détaillera, dans une note de méthodologie, les modalités d'exécution et les mesures de sécurité qu'elle envisage de mettre en place. Cette note méthodologique sera annexée au PPSPS de l'entreprise et sera validée par le bureau de contrôle. Elle veillera en particulier à détailler les modalités suivantes: * Les moyens d'intervention mécaniques avec leur positionnement. * Les mesures de protections collectives, notamment en partie supérieure de la paroi. * Les moyens de pompage ou d'évacuation des eaux de ruissellement si nécessaire. * Les dispositifs de renfort et d'étalement provisoire à installer sur les ouvrages existants mitoyens (dispositif d'étréssillon des baies etc).	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Toutes les fouilles en cours de réalisation ou laissées en attente seront balisées par du grillage et des panneaux de clôture pour les fouilles profondes.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Toutes les fouilles de plus de 1,30m de profondeur seront blindées.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Toutes les fouilles profondes seront balisées, le coulage des bétons de fondations se fera à l'avancement.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Les aciers en attente seront protégés par bouchons ou par crosses. Les têtes de pieux, seront soit ensevelies avec du tout-venant de la plate-forme, soit balisées pour protection des aciers en attente.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)

4.1.9. Reprises en sous-œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
Les terrassements généraux ne pourront commencer tant que l'étude de sol, définitive ne sera pas réalisée dans le cadre de l'application des principes de la méthode observationnelle concernant les avoisinants.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)

4.1.10. Travaux de gros-œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
Prévoir une concertation avec le lot Terrassements Généraux pour faciliter l'accès des engins à l'arrière des bâtiments pour réaliser les remblaiements (enlèvement consoles de banches, étalements, etc)	1.12 - Terrassement Généraux 1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique
La préfabrication et la mise en œuvre de béton prêt à l'emploi seront privilégiées pour faciliter la mise en œuvre et limiter les encombrements.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique
L'entreprise assurera les accès des entreprises des lots techniques qui ont des incorporations à réaliser dans les planchers et les murs avant coulage du béton. L'entreprise n'acceptera l'intervention des lots techniques que sur autorisation du chef de chantier.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Les coffrages horizontaux seront équipés d'une protection collectives contre les chutes de hauteur, par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur supports métalliques en rive de coffrage.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)

4.1.11. Travaux en rive de plancher - Protections collectives propres aux travaux particuliers

Dispositions prévues	A la charge de
Les protections collectives doivent être conçues par l'entreprise de sorte que les travaux puissent toujours se réaliser à l'intérieur des protections collectives jusqu'à ce qu'elles puissent être enlevées.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Les garde-corps rigides seront privilégiés. Le système consistant à poser des « inserts » au coulage du plancher sera préféré aux pinces traditionnelles.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Les garde-corps avec montants et tubes métalliques seront privilégiés. Les espacements des montants doivent être adaptés à la longueur des tubes pour assurer la continuité des garde-corps, y compris aux angles.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)

4.1.12. Ouvrage avec risques de chute de hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
Pour tous les ouvrages à risque de chute de hauteur, la protection collective sera assurée : - Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins : une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; une main courante ; une lisse intermédiaire à mi-hauteur ; Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) 1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique 1.41 - Couverture 1.42 - Etanchéité

4.1.13. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m

Dispositions prévues	A la charge de
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'œuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	Entreprises concernées
Préalablement à l'installation de la grue, l'entreprise s'assurera auprès d'un bureau d'études de la résistance des sols.	Entreprises concernées
Préalablement à l'installation de la grue l'entreprise, s'assurera de la nature et de l'emplacement des réseaux enterrés présents sur zone et en tiendra compte dans le choix de l'implantation de la grue.	Entreprises concernées
Préalablement à l'installation de la grue, l'entreprise transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS un plan faisant apparaître, l'implantation de la grue, la zone de levage neutralisée au sol par balisage, ainsi que les caractéristiques de l'engin mis en place.	Entreprises concernées

4.1.14. Montage et assemblage de la charpente

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de montage ou reprise de la charpente devront être balisées avec interdiction à toutes les personnes étrangères à l'entreprise de pénétrer dans la zone.	1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique
Les assemblages en hauteur se feront à partir de nacelles ou d'échafaudages de pied selon la nature du sol sur la zone d'intervention.	1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique
Le montage de la structure secondaire des façades doit se faire en décalage avec la pose des longrines de soubassement pour éviter la superposition des postes de travail et les risques d'interférence.	1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique

4.1.15. Travaux de couverture industrielle

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement à la pose des bacs de couverture, mise en place, en sous-face de la toiture, de filets de protection contre les chutes, sur toute l'emprise des zones de pose.	1.41 - Couverture
La prévention des chutes de hauteur en périphérie, sera assurée par garde-corps rigide, avec lisses et sous-lisses, fixés sur potelets métalliques. Le dispositif installé devra permettre la réalisation des travaux d'étanchéité sans dépose du système de protection. La mise en place des garde-corps se fera préalablement à la pose des bacs.	1.41 - Couverture
La pose des lanterneaux ou la sécurisation définitive des trémies, se fera avant la dépose des filets sous-face.	1.15 - Gros Oeuvre – Charpente Métallique 4 - CVC
Par temps de vent fort l'entreprise doit prévoir l'arrêt du travail et s'assurer du bon arrimage des pièces stockées et en cours de pose. Hors de sa présence sur le chantier, les bacs de toiture non posés doivent toujours être arrimés pour éviter le risque de leur envol à tout moment sur le site.	1.41 - Couverture 1.42 - Etanchéité
Les chutes d'emballages et de matériaux de couverture ne devront pas être déposées dans les filets de protection de sous face, elles seront descendues en sacs à l'avancement des travaux.	1.41 - Couverture 1.42 - Etanchéité
Les accès aux toitures se feront par la mise en place d'une tour d'accès à positionner le long des façades. Cet équipement devra permettre d'accéder aux différents niveaux de toiture. Le positionnement de cette tour se fera en concertation avec la maîtrise d'œuvre.	1.41 - Couverture 1.42 - Etanchéité

4.1.16. Travaux d'étanchéité - Bacs acier**Travaux d'étanchéité**

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur, sera assurée par garde-corps rigide, avec lisses et sous-lisses, fixés sur potelets métalliques. Le dispositif installé devra permettre la réalisation des travaux d'étanchéité sans dépose du système de protection. La mise en place des garde-corps se fera préalablement à la pose des bacs.	1.42 - Etanchéité
Préalablement à la pose des bacs de couverture, mise en place, en sous-face de la toiture, de filets de protection contre les chutes, sur toute l'emprise des zones de pose.	1.42 - Etanchéité
Pour la pose de filets par secteurs, les filets déborderont d'une travée au-delà de l'arrêt de pose des bacs, la limite des bacs sera marquée par une ligne de garde-corps.	1.42 - Etanchéité

4.1.17. Echafaudages

Dispositions prévues	A la charge de
Pour le montage des échafaudages, condamnation des zones situées sous la zone à risque de chute des matériels en cours d'installation. Toute superposition de tâche est interdite lors de ces interventions spécifiques et pouvant présenter des risques de chutes de matériel. De plus lors de certain travaux dans des zones en activité des cheminements provisoires pour le public seront maintenus, reste aux entreprise d'adapter les protection sur ces matériel pour supprimer le rsique avec les exploitants.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante) Tous Corps d'état
La zone de montage ou démontage des échafaudages, devra être balisée au moyen d'un dispositif physique, afin de prévenir les risques vis-à-vis des autres intervenants.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Les échafaudages seront installés en pied de façade sur un sol nivelé et stabilisé.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Un auvent de protection contre les chutes d'objets sera installé au-droit de chaque entrée, des bâtiments, dès le démarrage des travaux en façade. L'entreprise devra le maintien et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des interventions en façade.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Les passages d'accès aux bâtiments seront pourvus de platelage pare-gravois.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Les garde-corps provisoires des balcons seront laissés en place. En cas de dépose indispensable, les garde-corps seront reposés au démontage de l'échafaudage, la repose sera à faire constater par l'entreprise ayant réalisée la pose initiale.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Les plateaux du premier niveau seront pleins, jointifs et fermés jusque contre la façade, afin d'interdire la chute de matériaux ou gravats.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Des pare-gravois jointifs en éventail, seront installés dans la hauteur du premier niveau d'échafaudage.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Un filet de protection maille fine, sera installée sur l'extérieur de l'échafaudage sur toute la hauteur de celui-ci.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Les garde-corps et les plateaux situés au niveau de l'égout de toit seront pleins et jointifs, les plateaux seront collés à la façade concernée.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)

4.1.18. Travaux de menuiseries extérieures

Dispositions prévues	A la charge de
Les joints d'étanchéité extérieurs devront toujours être réalisés depuis un niveau de poste de travail protégé (échafaudage du façadier par exemple).	1.43 - Menuiseries extérieures – Porte automatique 1.44 - Mur rideaux
Les portes-fenêtres donnant en façade sans balcon seront condamnées par des poignées à serrure ou des plaques pleines vissées avec des vis anti-vandalisme. Les poignées d'ouverture définitives ne seront posées qu'après la pose des protections collectives définitives en façade.	1.43 - Menuiseries extérieures – Porte automatique

4.1.19. Travaux en façade

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fera part en réunion préparatoire de ses besoins d'emprise au sol.	1.45 - Vitures – Façade

4.1.20. Travaux de plâtrerie

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra prévoir les moyens mécaniques adaptés pour les approvisionnements par les coursives. Les approvisionnements devront se faire sans démontage des protections collectives. Préalablement au démarrage des approvisionnements, l'entreprise devra s'assurer, de la charge admissible des coursives, auprès de l'entreprise de gros œuvre ou de son bureau d'études. En cas d'incompatibilité de la charge admise avec les charges à approvisionner, l'entreprise devra la mise en place des moyens d'étalement complémentaires qui serait nécessaire, via l'entreprise de gros œuvre.	1.53 - Cloisons/Doublage
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	1.53 - Cloisons/Doublage
Les sacs de produits, emballages et chutes de matériaux seront rassemblés et conditionnés au fur et à mesure dans la zone de préparation pour évacuation dans la benne de chantier au quotidien ou pour évacuation du chantier.	1.53 - Cloisons/Doublage

4.1.21. Travaux des lots techniques

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises s'organiseront pour intervenir en présence des protections collectives provisoires ou définitives le cas échéant.	4 - CVC 5 - Electricité 9 - Réseau pneumatique 10 - Fluides médicaux
Les incorporations dans les planchers et murs ne se feront que sur demande du lot gros-œuvre. L'accès aux zones d'incorporation ne se fera qu'en utilisant les accès aménagés par le lot gros-œuvre.	4 - CVC 5 - Electricité 9 - Réseau pneumatique 10 - Fluides médicaux
Lors des travaux d'incorporation aux ouvrages béton, l'entreprise de gros œuvre aura en charge, la mise en place des protections collectives.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
Les tuteurs de sorties de fourreaux et réseaux sur dalles seront crossés à leur extrémité pour éviter les risques d'empalement en cas de chute de personne.	4 - CVC 5 - Electricité

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise prenant possession d'une trémie ou d'une réservation en dallage et plancher, devra assurer la continuité de la protection, vis-à-vis des autres intervenants jusqu'à sa sécurisation définitive.	Entreprises concernées
Après ouverture, les trémies seront sécurisées par des plateaux avec tasseaux fixés en sous-face pour les maintenir bloqués en pose libre jusqu'à la pose des réseaux pour en éviter tout déplacement involontaire supprimant l'efficacité de la protection.	1.14 - Gros Oeuvre – Structure béton – Curage simple (hors zone amiante)
L'installation des réseaux dans les pléniums techniques en combles ne se fera qu'après la pose des planchers techniques et platelage de circulation.	Entreprises concernées

4.1.22. Travaux de revêtement de sols

Dispositions prévues	A la charge de
La mise en œuvre de chape prête à l'emploi sera privilégiée, la confection sur place est à éviter pour limiter l'encombrement du chantier.	1.56 - Revêtement de sol
En cas de confection sur place, l'atelier sera installé à l'écart des entrées du bâtiment pour éviter l'entrave des accès et la salissure des cheminements.	1.56 - Revêtement de sol
La zone de préparation sera balisée, les sacs de liant seront conditionnés et évacués au quotidien.	1.56 - Revêtement de sol
Privilégier la mise en œuvre des chapes après la pose des façades de portes de l'ascenseur pour éviter la dépose des protections provisoires des baies pour amener la chape jusqu'au seuil. La dépose des protections provisoires est interdite.	1.56 - Revêtement de sol
Lors de l'utilisation de colles ou solvants, la zone de travail devra être ventilée. L'accès sera interdit aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique. L'entreprise installera la signalisation rappelant l'interdiction de fumer et d'avoir recours à l'utilisation d'équipement à flamme vive.	1.56 - Revêtement de sol
Lors des travaux de ponçage des sols, les équipements utilisés devront être équipés d'un dispositif de captage des poussières. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	1.56 - Revêtement de sol

4.1.23. Travaux en hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
L'usage de nacelles sera privilégié pour les travaux en grande hauteur sous toitures. Les zones de travail présentant un risque de chute d'objets seront balisées au sol pour en détourner les passages.	Entreprises concernées
Les nacelles seront à moteur électrique, les moteurs thermiques sont exclus pour les travaux intérieurs. L'emploi de nacelles équipées de signaux de déplacement, sera privilégié.	Entreprises concernées
Les locaux devront être débarrassés par zone pour permettre l'installation et le déplacement correct des nacelles et plates-formes individuelles de travail. Les zones d'intervention seront organisées pour permettre les interventions successives ou simultanées. Les emballages et chutes de matériaux seront évacués au quotidien pour éviter l'encombrement des locaux.	Entreprises concernées

4.1.24. Travaux d'agencement

Dispositions prévues	A la charge de
Les équipements utilisés pour les travaux de ponçage, rabotage, et découpe, seront équipés de récupérateur de poussière. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	1.51 - Menuiseries intérieures
L'application des vernis de finition sera privilégiée en atelier pour éviter les nuisances avec les produits éventuels à base de solvants.	1.51 - Menuiseries intérieures

4.1.25. Travaux d'ascenseurs et monte-charges

Dispositions prévues	A la charge de
Avant intervention l'entreprise s'assurera de la protection de la gaine à tous les étages. L'approvisionnement ne se fera que lorsque l'installation de l'appareil est sûre d'être faite.	6 - Appareils élévateurs
La zone de montage sera balisée et le passage condamné dans les zones à risque.	6 - Appareils élévateurs
L'entreprise doit consigner les portes pour en empêcher toute tentative de manœuvre si le montage définitif n'est pas achevé lorsqu'elle quitte le chantier.	6 - Appareils élévateurs
La dépose des protections provisoires se fera à l'avancement de la pose des portes palières ou de la mise en place des protections provisoires de l'entreprise installatrice. Les zones à risque de chute de hauteur et chutes d'objets, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	6 - Appareils élévateurs

4.1.26. Travaux d'espaces verts

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra demander à se faire transmettre par le maître d'œuvre les plans d'exécution des réseaux enterrés du site avant de réaliser les terrassements pour ses plantations, notamment les réseaux d'énergie.	3.34 - Espace Vert
Les fosses pour plantation devront être balisées.	3.34 - Espace Vert
Lors de la réalisation des travaux d'arrosage, les tranchées, devant être maintenues ouvertes, seront balisées.	3.34 - Espace Vert

4.1.27. Prévention du risque incendie

Dispositions prévues	A la charge de
Aucun gravats ni déchets de matériaux inflammables ne doivent être stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'état
Lors de la réalisation de travaux par point chaud ou à risque d'incendie (soudure, brasure, disqueuse, etc) le poste de travail devra être équipé d'un moyen d'extinction, adapté au risque et à l'environnement.	Tous Corps d'état
Les travaux par points chauds à réaliser à l'intérieur des locaux existants, doivent obligatoirement être signalés au chef d'établissement pour arrêter les mesures de prévention éventuelles.	Tous Corps d'état
Tous les travaux de soudure et de découpe à la disqueuse seront accompagnés d'un moyen d'extinction adapté.	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise à l'issue des travaux de soudure devra faire une veille de surveillance attentive des parties soudées et de leur environnement, devra s'assurer pour prévenir tous risques de feu couvert. Une vérification des points de soudures sera réalisée avant de quitter le chantier.	Tous Corps d'état
Tous les travaux par point chaud (soudure, brasure, disqueuse, ...) doivent être réalisés sous couvert d'un permis de feu. Le permis de feu est à demander à chaque intervention et sera délivré par l'établissement.	Tous Corps d'état
Concernant les travaux avec risque d'incendie dans des zones existantes en activité, ceux-ci seront régis par le décret 92, avec la rédaction d'un plan de prévention et d'un permis de feu écrit, rédiger par les services du CHU.	Tous Corps d'état

4.1.28. Utilisation de produits dangereux ou à risques

Dispositions prévues	A la charge de
Les produits dangereux seront remplacés par des produits qui ne le sont pas ou moins dangereux.	Tous Corps d'état
L'utilisation de produits dangereux ou à risques doit obligatoirement être signalée au maître d'œuvre et au coordonnateur pour prendre les mesures de prévention adaptées.	Tous Corps d'état
Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité prescrites par le fabricant pour éviter de générer tout risque d'accident induit par le produit. L'entreprise devra indiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS les dispositions de prévention et d'organisation, prévues par l'entreprise dans le cadre de la gestion des risques de coactivité.	Tous Corps d'état

4.1.29. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension

Dispositions prévues	A la charge de
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'œuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	Entreprises concernées
En présence de réseaux enterrés ou aériens à proximité des zones d'intervention, les personnels devront être en possession de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). Sont concernés: Pour le niveau encadrant; les conducteurs de travaux; Chefs de chantier; les chefs d'équipes. Pour le niveau opérateur; les conducteurs d'engins; les suiveurs; les conducteurs de nacelles élévatrices, grues, pompe à béton, les ouvriers en travaux publics.	Entreprises concernées
Mise en place, en sous-face des lignes électriques aériennes d'un dispositif de maillage faisant obstacle au risque de contact avec les conducteurs électriques. Ce dispositif sera composé de poteaux bois, fixés au sol, répartis de part et d'autre des zones de sécurité de 5,00 mètres des lignes et servant de supports à un maillage de cordes nylon tendu à une altitude minimale de 5,00 mètre en dessous des lignes. Ce dispositif sera complété un dispositif de bandes fluorescentes fixées au maillage. En complément l'entreprise affectera à la surveillance des interventions une personne compétente (surveillant de sécurité électrique, habilité H0V), ayant pour fonction de s'assurer que les salariés respectent les consignes de sécurité et de les alerter dans le cas contraire. • Mise en place préalablement au démarrage des travaux de terrassement. • Désignation d'un surveillant habilité. • Maintenance du dispositif de protection pendant toute la durée des travaux.	Entreprises concernées
L'ensemble des entreprises devra porter à la connaissance de son personnel au moyen d'une consigne écrite, l'interdiction de s'approcher à moins de 5,00 mètres des conducteurs électriques sous tension, les mesures de protection choisies qui seront mises en œuvre, notamment l'interdiction de stocker sous les lignes et le repérage des zones interdites.	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
Les engins de terrassement et de levage, utilisés sous les lignes électriques, devront être équipés de détecteur de ligne haute tension. Dans le cas contraire, utiliser pour les travaux des engins dont le gabarit maximum est tel qu'ils ne pourront en aucun cas, s'approcher de 5,00 mètres des conducteurs électriques des lignes.	Entreprises concernées

4.1.30. Travaux d'étanchéité - Plancher béton

Dispositions prévues	A la charge de
La protection antichute sera assurée par le dispositif de protection collective installée lors du coulage du plancher par le lot gros œuvre. A son arrivée sur site l'entreprise d'étanchéité prendra en charge la continuité et la maintenance du dispositif.	1.42 - Etanchéité

4.1.31. Mesures vis-à-vis des risques liés aux températures extrêmes (chaudes / froides)

Dispositions prévues	A la charge de
Travailleur isolé interdit	Tous Corps d'état
Organisation du travail avec fréquence de pauses adaptée à la durée des travaux	Tous Corps d'état

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

5.1.1. Plan Général de Coordination

Le maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.

5.1.2. Désignation des entreprises

Au démarrage de la phase réalisation (début de la période de préparation soit 30 jours, avant le démarrage des travaux), le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur, les coordonnées (nom, adresse, tél, mail, nom de l'interlocuteur) des entreprises titulaires de lot.

5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants

Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur les coordonnées (nom, adresse, tél, fax, interlocuteur) des entreprises agréées.

Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers

Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.

5.1.5. Présence de personnel étranger

En cas de présence de personnels étrangers, ne parlant pas ou parlant mal le français, personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

5.1.6. Inspection Commune

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser.

5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

Chaque entreprise tiendra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPS sur le chantier.

5.1.8. Rôle du coordonnateur

Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.

5.1.9. Registre journal

Une copie des notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).

Le registre journal sera diffusé sur demande écrite des intervenants de l'opération ou des organismes de contrôle et de prévention.

5.1.10. Définition des personnes autorisées

Les personnes morales autorisées sont les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants, ayant participé à l'inspection commune et ayant remis leur PPSPS au coordonnateur SPS.

Les personnes physiques autorisées sont les travailleurs du chantier désignés par les personnes morales autorisées.

6. COLLÈGE INTERENTREPRISES DE SÉCURITÉ SANTÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

6.1. Projet de règlement

6.1.1. Constitution et durée

Un Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) est constitué sur l'opération par le Maître d'ouvrage conformément à l'article L.4532-10 du code du travail.

Nom et adresse de l'opération: RÉALISATION DU BÂTIMENT GABRIEL MONTPIED 3 ET RESTRUCTURATION DU BÂTIMENT HC

Il cessera ses activités sur sa décision, après consultation du représentant de l'inspection du travail, et au plus tard à la réception des travaux.

6.1.2. Missions

Les missions du Collège, définies par l'article L.4532-13 du code du travail, seront les suivantes :

- * Définir les règles communes destinées à assurer le respect des mesures de prévention dans le cadre de la coopération entre les entreprises.
- * Vérifier qu'il est effectivement donné suite aux mesures retenues par les membres du Collège ou spécifiées par le coordonnateur.
- * Examiner les suggestions ayant un lien avec la coordination générale en matière d'hygiène et de sécurité, émises par les Comités Sociaux et Economiques des entreprises.
- * Examiner les accidents du travail survenus sur le chantier et notamment ceux dont l'une des causes pourrait trouver son origine dans les mesures retenues pour la coordination générale de sécurité et santé du chantier.
- * Examiner les formations dispensées par les entreprises en application de l'article L.1221-2 du code du travail et proposer éventuellement des formations complémentaires.

6.1.3. Responsabilités

L'intervention du Collège ne saurait modifier :

- * La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en application des autres dispositions du code du travail,
- * les obligations imposées aux entreprises par les contrats les liant au maître d'ouvrage,
- * les attributions et les fonctionnements des autres institutions compétentes de sécurité, de santé et des conditions de travail.

6.1.4. Composition

Le Collège comprend :

_ des membres ayant voix délibératives:

- * le coordonnateur en phase de réalisation, Président du collège,
- * le maître d'œuvre désigné par le Maître d'Ouvrage,
- * le chef de chacune des entreprises intervenant sur le chantier ou son représentant habilité,
- * le coordonnateur en phase de conception dès lors que sa participation s'avère utile.

_ des membres ayant voix consultatives :

* le représentant des salariés de chacune des entreprises intervenant sur le chantier, salarié effectivement employé sur le chantier, désigné par le comité social et économique ou, en son absence, choisi par les membres de l'équipe appelée à intervenir sur le chantier.

_ Peuvent participer à titre consultatif :

* Les représentants de l'inspection du travail,

* Les représentants de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics,

* Les représentants du service de prévention des organismes de sécurité sociale,

* le ou les médecins du travail des entreprises intervenant sur le chantier.

Le Collège peut décider d'entendre toute personne particulièrement compétente sur un sujet déterminé.

Chaque entreprise communique les noms de ses deux représentants au président du collège interentreprises, au plus tard avant la réunion d'adoption de son règlement.

6.1.5. Attributions

Le Président :

- 1) Convoque les membres du Collège et les participants aux réunions plénières ou extraordinaires,
- 2) Arrête l'ordre du jour des réunions,
- 3) Porte à l'ordre du jour les questions des membres du Collège relevant de la compétence du CISSCT,
- 4) Préside les réunions, avec voix prépondérante.
- 5) Rédige les procès-verbaux et les joints aux convocations de la réunion suivante.
- 6) Consigne les procès-verbaux dans le registre prévu à cet effet et les conserve pendant 5 ans,
- 7) Représente le Collège à l'égard des tiers,
- 8) S'assure de l'application des mesures adoptées par le Collège.
- 9) Le président répond par écrit aux observations formulées par écrit par les comités sociaux et économiques des établissements appelés à intervenir sur le chantier et en informe les membres du collège en temps utile, et au plus tard, lors de la réunion qui suit la demande des intéressés.

6.1.6. Adoption des décisions

Les décisions du Collège sont adoptées à la majorité des membres présents ayant voix délibératives.

En cas de partage égal des voix, celle du président emporte la décision.

6.1.7. Convocation aux réunions

Les convocations écrites sont adressées, au plus tard, 15 jours avant la réunion, à tous les membres du Collège et aux participants, sauf urgence.

L'ordre du jour arrêté par le président est annexé à la convocation.

Les membres du collège interentreprises peuvent demander par écrit au président de porter à l'ordre du jour toute question relevant de sa compétence dans les huit jours qui suivent la réception de la convocation.

Les entreprises doivent faire désigner et convoquer leurs représentants salariés pour participer à ces réunions.

Les entreprises doivent informer le médecin du travail du service de santé dont elles dépendent, de la tenue des réunions.

Les entreprises qui ne sont pas tenues de participer au CISSCT et qui ne souhaitent pas y participer doivent à réception de la convocation, aviser le président du collège qu'elles n'y seront pas représentées.

Le président du collège leur donne acte de cet avis.

Lorsqu'il a été prévu de différer l'attribution de certains lots, les entreprises appelées à intervenir après la constitution du collège interentreprises ont l'obligation d'y participer dès leur intervention sur le chantier.

Elles se conforment également au règlement du collège et communiquent au président le nom de leurs représentants dans les conditions prévues à l'article R. 4532-81 du code du travail.

6.1.8. Première réunion

L'ordre du jour de cette réunion comprend obligatoirement :

- 1) L'adoption du Règlement du Collège.
- 2) Le rappel des mesures de coordination prévues au Plan Général de Coordination.

6.1.9. Réunions plénières

Périodicité des réunions:

La périodicité des réunions est fixée à 3 mois, ce délai ne pouvant en aucun cas être dépassé.

La date de chaque réunion sera fixée lors de la réunion précédente.

En cas de constat de modification importante de la nature des travaux et sur décision des membres du collège, la fréquence des réunions sera accrue suivant une périodicité définie en session par les membres du collège.

Objet:

Les réunions plénières sont consacrées à l'examen des seules questions qui concernent l'ensemble des entreprises.

Elles comprennent notamment :

- * Une inspection du chantier en présence des membres du collège,
- * L'approbation du procès-verbal de la précédente réunion,
- * L'examen des observations faites lors de la visite du chantier,
- * L'examen des suites données aux observations et décisions formulées lors de la précédente réunion,
- * Les suggestions et observations formulées par le CISSCT,
- * Le recensement des formations à la sécurité réalisées par les entreprises et la proposition d'actions de formation complémentaires.
- * L'examen des statistiques des accidents survenus sur le chantier, l'étude des accidents et notamment de ceux dont l'une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le Collège pour la coordination générale de sécurité et de santé.

Chaque entreprise est tenue d'adresser au Président du Collège, dans les 48 heures, une copie de toute déclaration d'accident du travail avec arrêt.

En outre, chaque entreprise est tenue d'adresser au président du Collège, une note relative à tout accident ou tout incident qui a effectivement eu, ou qui aurait pu avoir, une conséquence grave sur l'un quelconque des personnels du chantier.

Ces notes comprendront les informations suivantes :

- * La description détaillée des circonstances de l'accident ou de l'incident, et plus particulièrement le procédé opératoire normal et occasionnel des tâches qui sont à l'origine du fait observé,

- * Le nom de l'entreprise, la qualification et la fonction (normales ou occasionnelles) et la situation vis-à-vis de la Médecine du travail des intéressés,
- * Le rôle et l'état des matériels mis éventuellement en cause,
- * Tout élément de nature à comprendre les faits observés et à en prévenir le renouvellement.
- * L'action menée par l'entreprise à la suite de cet événement.

Ces documents seront consignés dans le registre tenu par le Président du Collège. Ils seront examinés en réunion plénière. Ils pourront être utilisés pour harmoniser les PPSPS, étudier la modification éventuelle des postes de travail et établir les statistiques d'accidents prévues au présent article.

Procès-verbaux:

Les délibérations du Collège sont consignées dans les procès-verbaux établis et transmis par le Président à tous les membres du Collège, aux participants, avec les convocations à la réunion suivante.

Chaque établissement appelé à intervenir sur le chantier est tenu de diffuser une copie des procès-verbaux aux membres de son comité social et économique.

6.1.10. Réunions Extraordinaires

Le président doit provoquer la réunion du collège en dehors des dates initialement prévues, si l'une des conditions suivantes est remplie:

- 1) A la demande de la majorité des représentants ayant voix délibérative,
- 2) A la demande motivée du tiers des membres représentant les salariés,
- 3) A la suite de tout accident ayant eu ou ayant pu entraîner des conséquences graves notamment de ceux dont l'une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le collège pour la coordination générale de sécurité et de santé,
- 4) Dans le cas de règlement de difficultés prévues à l'article "procédure de règlement des difficultés" du présent règlement,

Les procès-verbaux de ces réunions sont communiqués, pour approbation, à la réunion plénière suivante du collège.

6.1.11. Application des décisions

Les décisions du Collège sont immédiatement exécutoires et, sauf spécifications contraires, s'appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier ainsi qu'aux entreprises qui y arriveront ultérieurement.

6.1.12. Ressources

Les dépenses de fonctionnement (secrétariat et logistique) sont supportées par le maître d'ouvrage.

Les dépenses résultant de l'exécution des décisions d'intérêt général prises par le Collège sont supportées par l'ensemble des entreprises au prorata des montants initiaux des marchés.

Chaque entreprise titulaire d'un marché, et chaque sous-traitant agréé prend, lors de la signature de son marché, l'engagement de supporter les dépenses résultant de cette organisation collective dans les conditions définies ci-dessus.

Toutefois, les dépenses concernant des dispositions particulières ne pourront être imputées qu'aux entreprises directement intéressées. Les dépenses importantes présentant un intérêt général pourront être réparties différemment suivant les décisions du Collège.

6.1.13. Gestion

Une entreprise sera désignée pour assurer le rôle d'entité support du Collège et à ce titre :

- * règle les dépenses engagées pour l'exécution des décisions prises par le Collège,
- * procède au recouvrement auprès de l'ensemble des entreprises des avances qu'elle a faites pour le règlement des dépenses engagées pour l'exécution des décisions du Collège, sur présentation de pièces justificatives,

* procède auprès des entreprises aux appels de fonds relatifs aux dépenses faites par elles, en application des décisions du CISSCT pour "des dispositions particulières" ou "présentant un intérêt général".

6.1.14. Procédure de Règlement des difficultés

Tout différend entre une entreprise et l'entreprise support fera l'objet d'une tentative de conciliation par le Collège en réunion plénière. Il en ira de même de tout différend né entre des entreprises membres du Collège à propos des mesures décidées par le Collège.

Tout différend entre le coordonnateur et une entreprise au sujet de l'application du présent règlement sera soumis à la personne responsable du marché.

6.1.15. Pénalités pour absence aux réunions

En complément des dispositions relatives à l'article R4741-5 du code du travail précisant les modalités de fonctionnement du CISSCT et plus particulièrement pour l'application de sanctions par les autorités administratives :

Absence du représentant de la direction de toutes les entreprises intervenantes sur le chantier et dûment convoquées : pénalités par absence 100 € HT

Absence du représentant salarié dûment convoqué : pénalités par absence 100 € HT

Non désignation dans le délai d'un mois par l'entreprise du représentant salarié : pénalité par jour calendaire de retard 50 € HT

Le président tiendra à jour un tableau de pénalité en annexe du PV de CISSCT. Le montant des pénalités sera prélevé par le Maître d'Ouvrage sur les situations de travaux des entreprises.

7 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: Christophe AUVITY	Tél : 0660332075 Email : christophe.auvity@socotec.com
Etabli le : 09/10/2025 Date de modification : 15/10/2025	Elements modifiés :

Partie à remplir par le CSPS:

Adresse chantier: 58 rue montalembert 63000 Clermont ferrand	
Contraintes horaires de livraisons :	Horaires :
Moyens mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS)	<u>Quai de déchargement:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Grues :</u> <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <u>Recette à matériaux :</u> <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <u>Monte-matériaux:</u> <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <u>Ascenseurs définitifs:</u> <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <u>Autre :</u>
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, etc..) :	

Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :

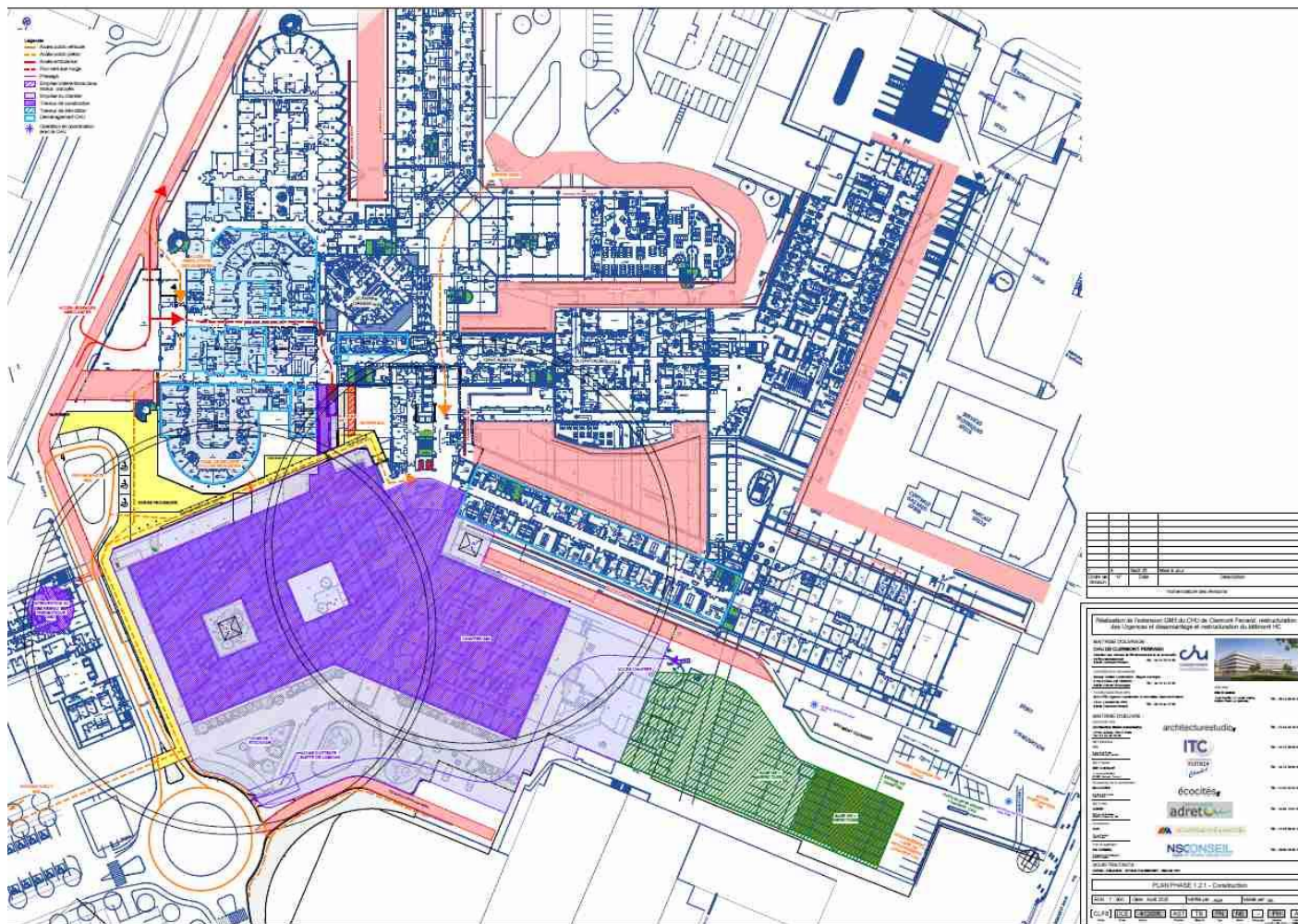
Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

Projet de Plan d'installation de chantier avec :

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)


Annexes :

1 Capture d'écran PIC GM3 CHU.png



2 Fiche de secours.pdf

Document à compléter et à afficher dans les installations de chantier :



EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL QUI APRÈS AVOIR EXAMINÉ LA VICTIME VOUS DEMANDERA D'APPELER LES SECOURS.

TÉLÉPHONEZ AU :

18

POMPIERS OU

15

SAMU

112

A partir d'un téléphone portable, composez le

ou au :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

... Et dites :

- 1

ICI CHANTIER
À (commune ou arrondissement)
N° RUE
EN FACE DE TÉLÉPHONE
- 2

PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT
Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSÉ : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NÉCESSITÉ DE DÉGAGEMENT
- 3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSÉS ET LEUR ÉTAT
Par exemple : 3 ouvriers blessés dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas.
- 4

DÉCRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
Par exemple : bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.
- 5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.
- 6


NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL DE L'UNITÉ DE TRAVAIL

Une liste **à jour** mentionnant **les noms** des Sauveteurs Secouristes du Travail doit **être affichée sur le chantier.**

Ceux-ci sont reconnaissables par le logo placé sur leur casque.



3 Cannevas PPSPS.pdf

Chapitre 1 : RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1.1 Renseignements concernant l'opération

Désignation de l'opération et adresse du chantier

Coordonnées du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, de l'OPC, du coordonnateur réalisation

1.2 Renseignements concernant l'entreprise

Raison Sociale de l'entreprise avec ses coordonnées

Nature du marché confié (titulaire, sous-traitant d'une entreprise, etc...)

Nature des travaux confiés (descriptif détaillé de ces travaux)

Prévision des travaux que l'entreprise traite directement et de ceux qu'elle sous-traite et coordonnées de ses sous-traitants désignés

Durée d'exécution prévisible de ses travaux (continue ou fractionnée)

Effectif prévisible du personnel et évolution au cours du chantier (indiquer l'éventualité d'emploi de personnel intérimaire)

Nom et qualité de la ou des personnes chargées de diriger les travaux

Nom et qualité de la ou des personnes chargées de la sécurité sur le chantier.

1.3 Renseignements concernant les organismes officiels de prévention.

Coordonnées de l'inspection du travail,

Coordonnées du contrôleur du service prévention de la C R A M

Coordonnées du comité régional de l'O.P.B.T.P.,

Chapitre 2 : RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ORGANISATION DU CHANTIER

2.1 Consignes de premiers secours

A observer pour assurer les premiers secours aux accidentés du travail ou aux malades

Secouristes du travail de l'entreprise présents sur le chantier (préciser leur nom).

Matériel médical existant sur le chantier.

Dispositions prises pour assurer le transport des blessés dans un Hôpital et informer la direction de l'entreprise.

Numéros d'appel d'urgence situation de l'hôpital et des médecins proches.

2.2 Mesures d'hygiène

Description des installations mises à disposition du personnel et situation sur le chantier

Date de mise en service prévisible Concerne : sanitaires - vestiaires - réfectoires

Installation mise à disposition par l'organisation de chantier

Installation propre à chaque entreprise

Chapitre 3 : MESURES DE SECURITE APPLICABLES AUX INTERVENTIONS DE L'ENTREPRISE SUR LE CHANTIER

Votre PPSPS doit décrire les travaux du chantier, pas de document passe-partout mais un document spécifique. Chaque chapitre doit être soigneusement rempli.

3.1 Mesures spécifiques prises par votre entreprise, ou par vous-même, destinées à prévenir les risques spécifiques découlant :

1. 1 De l'exécution par **d'autres entreprises** de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité et la santé des travailleurs de votre entreprise, ou de vous-même.
2. 2 Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses.

3.2 Description des travaux et des processus de travail de votre entreprise, ou de vous-même, pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier

L'entreprise, ou le travailleur indépendant, font la description détaillée des risques auxquels ils soumettent les autres entreprises et pour lesquels ils ne peuvent, seuls, mettre en place les mesures de prévention nécessaires pour les pallier.

3.3 Dispositions prises par l'entreprise, ou le travailleur indépendant, pour prévenir les risques encourus par ses salariés lors de ses travaux.

Le PPSPS

1 Analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus lorsqu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs occupés sur le chantier

2 Définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installation mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du chantier.

Il indique les mesures de protection collective ou ; à défaut, individuelle, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlées l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent.

Il précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

3 Décrit dans ce chapitre destiné en priorité aux exécutants :

1. Les procédés de construction les matériels utilisés et les modes opératoires générant des risques.
2. L'analyse des risques engendrés par ces procédés de construction, ces modes opératoires et ces matériels de chantier.
3. Les mesures de protection collective ou à défaut individuelle adaptées pour parer ces risques.
4. Les conditions dans lesquelles l'application des mesures de prévention, ainsi que l'entretien des matériels qui génèrent des risques sont effectués.

L'analyse des éléments développés dans ce chapitre peut conduire à constater l'absence de risque pour une partie de ces éléments. Dans ce cas l'entreprise le mentionne expressément sur le PPSPS.

Si l'entreprise ne peut appliquer toutes les mesures prévues, elle rédige un avenant ou elle indique les mesures compensatoires d'une efficacité équivalente qu'elle mettra en place.